

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Eupen, le 2 novembre 2015.

O. PAASCH

Le Ministre-Président

Mme I. WEYKMANS

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme

A. ANTONIADIS

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales

H. MOLLERS

Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique

—  
Note

(1) *Session 2015-2016.*

*Document parlementaire* : 70 (2014-2015), n° 1. Projet de décret.

*Compte rendu intégral* : 2 novembre 2015, n° 18. Discussion et vote.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2015/205322]

**2 NOVEMBER 2015.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de statistiek, van de raad van bestuur en de Wetenschappelijke Comités van het Instituut voor de nationale rekeningen.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 2 november 2015.

O. PAASCH

De Minister-President

Mevr. I. WEYKMANS

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme

A. ANTONIADIS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

H. MOLLERS

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

—  
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

*Parlementair stuk* : 70 (2014-2015), nr. 1. Ontwerp van decreet.

*Integraal verslag* : 2 november 2015, nr. 18. Bespreking en aanneming.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205351]

**29 OCTOBRE 2015.** — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les aides à l'internationalisation des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, 2°;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne du 27 avril 2015;

Vu le rapport du 9 octobre 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 57.931/2/V du Conseil d'Etat, donné le 2 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2015;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'entreprise : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013, toutes les entités contrôlées par la même entité sont considérées comme constituant une entreprise unique;

2° la P.M.E. : toute entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros. Les calculs éventuels de ces données suivent les modalités prévues par l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité;

3° la starter : toute P.M.E. immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises depuis moins de cinq ans au moment de l'introduction de la demande de subventions, à l'exclusion des P.M.E. ayant repris des activités exercées précédemment par une autre entreprise;

4° la microentreprise : toute P.M.E. qui occupe moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros. Les calculs éventuels de ces données suivent les modalités prévues par l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014, précité;

5° le Ministre : le Ministre ayant le commerce extérieur dans ses attributions;

6° l'Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

7° le demandeur : l'entreprise ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

8° le coût admissible : l'ensemble des coûts hors T.V.A. directement exposés par le demandeur et susceptibles d'être couverts, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté;

9° le Règlement (UE) n° 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;

10° le trader : toute entreprise se livrant exclusivement à des activités d'import-export, de distribution, de commercialisation ou de vente, ces activités portant chaque fois sur des biens ou services produits principalement hors du territoire de la Région wallonne;

11° l'incubateur commercial : le bureau meublé et équipé, situé à l'étranger et mis à disposition d'entreprises wallonnes par des tiers avec lesquels l'Agence a conclu des accords prévoyant un tarif préférentiel pour les entreprises wallonnes. La liste des incubateurs commerciaux est publiée sur le site internet de l'Agence.

**Art. 2.** Les subventions visées par le présent arrêté sont toutes des aides *de minimis* au sens du Règlement (UE) n° 1407/2013.

#### CHAPITRE II. — *Conditions communes aux subventions*

**Art. 3.** Les subventions visées par le présent arrêté sont réservées au développement d'activités tournées vers l'international. Elles sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Le demandeur est une entreprise établie en Région wallonne et son projet à l'international génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne.

**Art. 4.** Le droit de recevoir une subvention visée par le présent arrêté est octroyé au demandeur uniquement si les deux conditions suivantes sont remplies :

1° la demande de subvention est acceptée par le ministre ou, en cas de demande de subvention pour une mission expertise marchés à l'international ou pour une formation linguistique, par l'administrateur général de l'Agence et

2° l'administrateur général de l'Agence a adressé une lettre de décompte au demandeur pour la subvention sollicitée.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le droit de recevoir une subvention dans le cadre du programme « chèques *coaching* » est octroyé au demandeur lorsque celui-ci signe le ou les chèques reçus de l'Agence.

**Art. 5.** Le demandeur introduit sa demande de subvention conformément au présent arrêté. Afin d'être éligible, le projet du demandeur ne peut pas être mis en œuvre avant l'introduction de la demande. Une fois cette introduction réalisée, si le demandeur met son projet en œuvre sans attendre et si la subvention sollicitée lui est finalement refusée, le demandeur assume seul la prise en charge des coûts liés à cette mise en œuvre.

**Art. 6.** Le demandeur ne peut pas obtenir de subventions visées par le présent arrêté s'il ne respecte pas les conditions prévues par le Règlement (UE) n° 1407/2013. Par conséquent, la subvention sollicitée lui est refusée lorsque son octroi conduirait le demandeur à dépasser le plafond prévu par le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou la norme qui l'a remplacé.

**Art. 7.** Le demandeur a son siège d'exploitation principal en Région wallonne. Le siège d'exploitation est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs.

**Art. 8.** Le demandeur joint à sa demande de subvention un document décrivant son projet à l'international.

Le projet à l'international du demandeur, s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en terme de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en terme d'innovation. L'Agence apprécie le caractère réaliste de cette valeur ajoutée pour l'économie wallonne, au besoin en recourant à l'avis des centres régionaux de l'Agence ou de membres de son réseau à l'étranger.

Le projet à l'international est conforme aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques.

**Art. 9.** Aucune subvention visée par le présent arrêté ne peut être accordée si le demandeur envisage de procéder à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger devant entraîner une réduction ou cessation d'activités en Région wallonne.

Le demandeur maintient son activité sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter du paiement de la ou des subventions visées par le présent arrêté.

**Art. 10.** Le demandeur ne peut pas être :

- 1° un trader;
- 2° une société holding;
- 3° en liquidation ou en faillite.

Le demandeur est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales.

**Art. 11.** Aucune subvention visée par le présent arrêté ne peut être accordée pour :

- 1° la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise, ni pour la rémunération de produits ou services que le demandeur vend à ses propres clients;
- 2° les dépenses de fonctionnement normales et récurrentes de l'entreprise;
- 3° un projet à l'international pour lequel le demandeur envisage de solliciter, sollicite ou a obtenu des subventions auprès de tout autre organisme, institution ou pouvoir public. Il est à cet égard indifférent que ces subventions couvrent tout ou partie des coûts admissibles.

**Art. 12.** Toute subvention octroyée en vertu du présent arrêté figure dans les comptes annuels du demandeur.

### CHAPITRE III. — Conditions spécifiques aux subventions

#### Section 1<sup>re</sup>. — Conditions propres au support de consultance

**Art. 13.** Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent des coûts admissibles liés à des services de conseil nécessaires au lancement d'un nouveau produit ou au lancement d'un produit existant sur un nouveau marché.

En outre, ces subventions ne peuvent pas dépasser le plafond de 750 euros par jour et par entreprise, ni le plafond de 25.000 euros sur trois ans par entreprise. Ce second plafond est porté à 37.500 euros sur trois ans par entreprise, lorsque le demandeur est une starter.

**Art. 14.** Les coûts admissibles sont uniquement les honoraires du ou des consultants externes que le demandeur choisit parmi les experts agréés par l'Agence et qu'elle propose au demandeur.

Le coût total de la consultance est inférieur à la somme des fonds propres et des dettes de plus d'un an du demandeur.

Aucune subvention visée par la présente section n'est accordée si le ou les experts choisis ont déjà travaillé pour le demandeur dans le cadre d'une autre mission subventionnée par l'Agence ou par la Région wallonne. Les missions subventionnées par l'Agence avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont prises en compte pour l'application de cette règle.

L'Agence peut accorder une dérogation à la règle visée à l'alinéa précédent s'il n'y a pas d'autres experts agréés disponibles pour le projet du demandeur.

En cas de recours aux experts agréés dans le domaine de la consultance en webmarketing, la subvention ne peut pas couvrir plus de cinq jours de travail.

**Art. 15.** Les experts agréés par l'Agence proposent des services dans les domaines de la consultance en commerce extérieur, en webmarketing et en design à l'international. L'Agence fixe les conditions et les modalités d'agrément des experts. Celles-ci sont publiées sur son site internet. La liste des experts agréés selon les domaines de consultance et/ou les pays est également publiée sur le site internet de l'Agence.

**Art. 16.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II, ainsi que celles de la présente section. Il est en outre une P.M.E.

#### Section 2. — Conditions propres au support de communication

**Art. 17.** Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent des coûts admissibles liés à des services de production de brochures, vidéos ou insertions publicitaires à destination de clients établis hors de Belgique.

En outre, ces subventions ne peuvent pas dépasser le plafond de 10.000 euros sur trois ans par entreprise. Ce plafond est porté à 15.000 euros sur trois ans par entreprise, lorsque le demandeur est une starter.

**Art. 18.** Les coûts admissibles sont ceux liés à la production de supports de communication à destination de clients établis hors de Belgique, à l'exclusion des supports de communication destinés au marché belge.

Dans ce cadre, les coûts admissibles sont :

- 1° les coûts de production de brochures papier présentant l'entreprise du demandeur, ses produits ou ses services ou;
- 2° les coûts de production de vidéos présentant l'entreprise du demandeur, ses produits ou ses services à l'exclusion des spots publicitaires ou;
- 3° les coûts de production d'insertions publicitaires dans des revues professionnelles périodiques papier éditées et publiées à l'étranger.

Les frais d'assurances, les dépenses de catering, de prestations de mannequins et d'acteurs en ce (compris le maquillage, les frais de déplacement, les frais d'envoi des supports de communication, ainsi que l'achat de clés USB, de matériel informatique ou photographique ne sont pas des coûts admissibles.

**Art. 19.** Le demandeur choisi librement les prestataires qui fournissent les services de production de brochures, vidéos ou insertions publicitaires. Ces prestataires sont des professionnels externes à l'entreprise du demandeur.

**Art. 20.** Les produits ou services présentés sur le support de communication sont fabriqués ou développés en Région wallonne.

**Art. 21.** Les syndicats d'initiative, les maisons ou offices du tourisme ne peuvent pas solliciter une subvention visée par la présente section.

En revanche, le demandeur qui est une entreprise active dans le secteur touristique privé peut solliciter une subvention visée par la présente section.

Il joint à sa demande le ou les avis favorables, selon le cas, de Wallonie-Bruxelles Tourisme, du Commissariat général au Tourisme de la Région wallonne ou du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

L'Agence peut préciser les modalités d'octroi des subventions visées par la présente section à un tel demandeur. Ces précisions alors sont publiées sur le site internet de l'Agence.

Dans ce cas, et si la subvention porte sur la production de brochures, les coûts liés aux brochures destinées à la Belgique ne sont pas des coûts admissibles.

**Art. 22.** Par dérogation à l'article 7, si le demandeur n'a pas son siège d'exploitation principal en Région wallonne, la subvention visée par la présente section peut être réduite au prorata du chiffre d'affaires que génère le siège d'exploitation wallon par rapport à celui de l'ensemble des activités du demandeur.

**Art. 23.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II, ainsi que celles de la présente section.

*Section 3. — Conditions propres au support à la participation aux foires et salons à l'étranger*

**Art. 24.** Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent de certains frais liés à la participation à des foires ou salons à l'étranger. Il s'agit d'événements à caractère professionnel et internationaux reconnus.

Les participations à des événements ou à des stands collectifs organisés par l'Agence ou par un opérateur bénéficiant d'une intervention publique pour la même manifestation ne sont pas éligibles à ces subventions.

En outre, les subventions visées par la présente section ne peuvent pas dépasser le plafond de 50.000 euros sur trois ans par entreprise. Ce plafond est porté à 75.000 euros sur trois ans par entreprise, lorsque le demandeur est une starter.

Enfin, ces subventions ne peuvent pas être accordées uniquement pour la location d'une surface de stand comprise entre six mètres carrés et cinquante mètres carrés, aménagée ou non, facturée par l'organisateur de l'événement choisi.

**Art. 25.** Outre les limites exposées par l'article précédent, les subventions visées par la présente section sont limitées à un maximum de 200 euros par mètre carré loué et par entreprise.

Les coûts admissibles sont les coûts réels ramenés au nombre de mètres carrés loués supportés pour la location, la mise en place et la gestion d'un stand lors de la participation d'une entreprise à toute foire, salon ou exposition à l'étranger.

**Art. 26.** La limite de 200 euros par mètre carré visée à l'article précédent n'est pas d'application lorsque le demandeur est une P.M.E. qui participe pour la première fois à une foire ou salon à l'étranger. Une participation payante à un événement auquel la P.M.E. a déjà participé, mais pour une édition se déroulant dans une autre ville, une autre région ou un autre pays est assimilée à une première participation.

Dans ce cas, les coûts admissibles comprennent :

1° les frais de location du stand;

2° les frais de voyage aller-retour et de séjour sur place d'un délégué du demandeur, envoyé à l'événement choisi au départ de la Belgique.

L'Agence fixe le forfait applicable au remboursement de ces frais, en fonction des zones géographiques qu'elle détermine. Ce ou ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence;

3° les frais d'aménagement du stand au prorata de la surface louée par le demandeur;

4° le droit d'inscription à l'événement choisi;

5° les frais d'envoi de matériel, l'envoi étant réalisé par un tiers ne faisant pas partie de l'entreprise du demandeur;

6° les frais exceptionnels de dégustation facturés par l'organisateur de l'événement;

7° les frais d'hôtes et interprètes.

Les congrès à l'étranger avec inscription payante et prise de parole permettant la promotion active des produits ou services de la P.M.E. sont assimilés, pour la présente disposition, à des foires ou salons professionnels à l'étranger.

**Art. 27.** Les événements couverts par les subventions visées par la présente section sont librement choisis par le demandeur. Toutefois, les subventions visées par la présente section sont accordées uniquement aux expositions réalisées à titre individuel, sous le nom propre du demandeur, impliquant l'envoi, au départ de la Belgique, de représentants du demandeur auxdits salons ou foires et permettant la promotion active des produits ou services du demandeur. Par conséquent, le demandeur qui participe à des foires sous le nom de son agent, de son importateur ou sous le nom de sa maison mère ou de filiales étrangères, ne peut pas bénéficier d'une subvention visée par la présente section.

Si le demandeur ne parvient pas à obtenir un stand individuel ou désire partager un stand avec d'autres participants, il peut introduire une demande de subvention, à la condition de fournir avec celle-ci toutes les informations sur la location du stand auprès de l'organisateur ainsi que sur la refacturation et sa prise en charge de la quote-part des frais lui incombant.

**Art. 28.** Par dérogation à l'article 7, si le demandeur n'a pas son siège d'exploitation principal en Région wallonne, la subvention visée par la présente section peut être réduite au prorata du chiffre d'affaires que génère le siège d'exploitation wallon par rapport à celui de l'ensemble des activités du demandeur.

**Art. 29.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II, ainsi que celles de la présente section.

Les syndicats d'initiative, les maisons ou offices du tourisme ne peuvent pas solliciter une subvention visée par la présente section. En revanche, le demandeur qui est une entreprise active dans le secteur touristique privé peut solliciter une subvention visée par la présente section.

En cas de désistement ou d'annulation de la participation du demandeur à l'événement, aucune subvention visée par la présente section n'est accordée.

*Section 4. — Conditions propres au support mobilité*

**Art. 30.** Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent des frais de déplacement et de séjour exposés dans le cadre de voyage de prospection hors de l'Union européenne ou dans le cadre d'invitation en Région wallonne de partenaires avérés ou potentiels établis hors de l'Union européenne. Ces frais sont forfaitisés.

L'Agence fixe un forfait pour les frais de déplacement et de séjour dans chacune des zones géographiques qu'elle détermine, le cas échéant en prévoyant un forfait différent selon que le voyage du représentant du demandeur concerne un ou plusieurs pays de la zone. Ce ou ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence.

Par dérogation à l'article 10, le demandeur peut être un trader. Dans ce cas, et par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le pourcentage applicable aux frais forfaitisés est réduit à vingt-cinq pour cent.

**Art. 31.** Les subventions visées par la présente section peuvent concerner, sur une période de six ans, uniquement :

1° un maximum de quatre voyages de prospection pour chaque pays hors de l'Union européenne librement choisi par le demandeur. Un même voyage de prospection peut couvrir plusieurs pays voisins ou proches et;

2° un maximum de trois invitations en Région wallonne de partenaires étrangers avérés ou potentiels provenant de chaque pays hors de l'Union européenne librement choisi par le demandeur.

Le demandeur peut solliciter une subvention visée par la présente section pour plusieurs pays différents hors de l'Union européenne. Chaque pays constitue cependant un nouveau marché pour le demandeur, soit un marché qui représente moins de dix pour cent de son chiffre d'affaires export global sur les deux derniers exercices comptables. L'exigence du nouveau marché n'est pas d'application lorsque le demandeur est une *start-up*.

**Art. 32.** Par dérogation à l'article précédent, le maximum de voyages de prospection sur une période de six ans est porté à six voyages lorsque le demandeur remplit les conditions suivantes :

1° son projet à l'international a une haute valeur technique et concerne la production de biens ou de services en Région wallonne, telle que l'installation d'une ligne de production clé sur porte, un projet d'infrastructure ou de génie civil;

2° son projet à l'international est exceptionnel pour l'entreprise du demandeur et constituera, s'il aboutit, une référence unique;

3° son projet à l'international favorisera la création d'emplois en Région wallonne.

Dans ce cas, les coûts admissibles comprennent, outre les frais forfaitisés de déplacement et de séjour visés à l'article 30 et, le cas échéant, par dérogation à l'article 11, les honoraires du ou des experts externes ou internes choisis par le demandeur pour la réalisation d'une étude de préféabilité préalable à l'obtention d'une commande d'un client établi hors de l'Union européenne, ainsi que tout autre frais dûment justifié lié au projet à l'international concerné.

Le demandeur démontre que le ou les experts choisis justifient des compétences requises. L'Agence peut prévoir un plafond pour ces frais.

La subvention couvre alors cinquante pour cent de l'ensemble des coûts admissibles, sans pouvoir dépasser 25.000 euros par projet.

**Art. 33.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II, ainsi que celles de la présente section.

En cas de désistement ou d'annulation du voyage ou de l'invitation, aucune subvention visée par la présente section n'est accordée.

#### Section 5. — Conditions propres au support de bureau de représentation commerciale

**Art. 34.** Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent des coûts admissibles liés à l'ouverture et au fonctionnement d'un bureau de représentation commerciale hors de l'Union européenne. Ces frais sont forfaitisés.

L'Agence fixe un forfait pour les coûts admissibles dans chacune des zones géographiques qu'elle détermine, le cas échéant en distinguant selon que le bureau est individuel, collectif ou dans un incubateur commercial. Ce ou ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence.

Les subventions accordées en vertu de la présente section ne peuvent pas concerner plus de deux bureaux de représentation par entreprise au cours d'une période de trois ans, quelle que soit la formule choisie par le demandeur.

**Art. 35.** Quelle que soit la formule choisie par le demandeur, aucune activité de commercialisation directe ne peut être exercée par le demandeur depuis le bureau de représentation commerciale.

Par conséquent, le bureau de représentation commerciale ne peut pas être une unité de stockage, de production de biens ou de services, hormis la représentation commerciale, ni un point de vente.

**Art. 36.** Les coûts admissibles repris dans le forfait sont :

1° les frais de mission et de prospection et les frais de voyage et de séjour liés à l'ouverture du bureau de représentation commerciale dans le ou les pays visés;

2° les frais liés au fonctionnement du bureau, y compris les frais d'assurance, les frais de location d'équipement;

3° par dérogation à l'article 11, les frais de personnel liés à l'ouverture ou au fonctionnement du bureau;

4° les frais de mission à l'intérieur de la zone couverte par le bureau, y compris les participations éventuelles à des foires ou salons professionnels.

L'Agence publie la liste détaillée de ces frais sur son site interne.

Les montants versés pour l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers ne sont pas des coûts admissibles.

**Art. 37.** Le demandeur choisit librement le pays, hors Union européenne, où il souhaite établir un bureau de représentation commerciale.

Ce bureau fait l'objet d'une occupation et d'une exploitation par le demandeur pendant au moins douze mois consécutifs. En cas d'occupation et d'exploitation d'une durée plus longue, les frais se rapportant à la période dépassant la durée de douze mois précitée sont à charge du demandeur et ne sont pas des coûts admissibles.

**Art. 38.** Le demandeur exploite un bureau de représentation commerciale à titre individuel et sous son propre nom. Ce bureau demeure sous son contrôle direct et emploie au moins une personne à temps plein chargée de la prospection commerciale et de la recherche de contacts commerciaux au nom du demandeur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitation collective d'un bureau de représentation commerciale est éligible pour une subvention visée à la présente section, si elle réunit au moins trois P.M.E. ayant chacune leur siège d'exploitation principal en Région wallonne et proposant des produits et/ou services distincts. Les sièges d'exploitation précités sont établis en des lieux distincts. En outre, les P.M.E. concernées sont indépendantes financièrement les unes des autres. Si ces conditions sont remplies, les coûts admissibles sont déterminés au prorata de l'intervention du demandeur dans les frais de l'ensemble des entreprises qui exploitent le bureau collectif.

**Art. 39.** Par dérogation à l'article 37, alinéa 2, le demandeur peut établir un bureau de représentation commerciale au sein d'un incubateur commercial pour une durée de trois à douze mois.

Dans ce cas, l'Agence fixe le montant de la subvention susceptible d'être obtenue. Elle publie ce montant sur son site internet.

**Art. 40.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II, ainsi que celles de la présente section.

#### Section 6. — Conditions propres au programme « chèques coaching »

**Art. 41.** Les subventions visées par la présente section sont des « chèques *coaching* », couvrant les honoraires d'un *coach* en partenariat international.

Un chèque *coaching* a une valeur de 1000 euros et correspond à une journée de *coaching*. Il est valable un an.

Une entreprise ne peut pas obtenir plus de cinq chèques *coaching* par an.

Le demandeur ne peut pas céder le ou les chèques qu'il a reçus de l'Agence pour son projet à l'international.

**Art. 42.** Les coûts admissibles sont le total des honoraires, hors T.V.A., du ou des *coaches* choisis par le demandeur parmi les *coaches* agréés par l'Agence. L'Agence fixe les conditions et les modalités d'agrément des *coaches*. Celles-ci sont publiées sur son site internet. La liste des *coaches* agréés est également publiée sur le site internet de l'Agence.

Lors de l'utilisation des chèques reçus pour un projet à l'international déterminé, le demandeur ne peut pas recourir à plus de deux *coaches* différents par an.

**Art. 43.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II du présent arrêté, ainsi que celles de la présente section. Il est en outre une P.M.E. active dans un secteur technologique innovant.

#### Section 7. — Conditions propres au programme expertise marchés à l'international

**Art. 44.** Les subventions visées par la présente section couvrent la totalité des coûts admissibles d'experts agréés sollicités pour une intervention ponctuelle liée à un projet à l'international, à savoir la mise au point d'un plan stratégique à l'international ou la résolution d'un problème spécifique à l'international.

En outre, ces subventions ne peuvent pas être supérieures à 750 euros par jour ni porter sur une intervention représentant plus de trois jours de travail par année civile et par entreprise, réalisée au cours d'une période ne pouvant pas dépasser six mois à dater de la communication par l'Agence de la décision de l'administrateur général d'accepter la demande de subvention.

**Art. 45.** Les coûts admissibles sont uniquement les honoraires, hors T.V.A., du ou des experts marchés à l'international que le demandeur choisit parmi les experts agréés par l'Agence et qu'elle propose au demandeur. L'Agence fixe les conditions et les modalités d'agrément des experts marchés à l'international. Celles-ci sont publiées sur son site internet.

**Art. 46.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II du présent arrêté, ainsi que celles de la présente section. Il est en outre une microentreprise.

#### Section 8. — Conditions propres au programme formations linguistiques

**Art. 47.** Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent des coûts admissibles liés à des formations linguistiques, avec un maximum fixé par l'Agence.

**Art. 48.** Les coûts admissibles sont le total du prix payé au formateur, hors T.V.A.

Le ou les formateurs sont en outre agréés par l'Agence. L'Agence fixe les conditions et les modalités d'agrément des formateurs linguistiques. Celles-ci sont publiées sur son site internet.

**Art. 49.** Le demandeur qui sollicite une subvention visée par la présente section remplit les conditions énumérées au Chapitre II du présent arrêté, ainsi que celles de la présente section. Il est en outre une P.M.E.

### CHAPITRE IV. — Demande de subvention et versement

#### Section 1<sup>re</sup>. — Introduction d'une demande de subvention

**Art. 50.** Le demandeur introduit gratuitement sa ou ses demandes de subvention en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme expressément dans ce formulaire qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 et le présent arrêté. Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver les factures et extraits de comptes attestant valablement du paiement des sommes pour lesquelles une subvention est demandée, durant une période de dix ans débutant à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription.

Le demandeur joint à sa demande :

1° la description de la stratégie à l'international de son entreprise;

2° la présentation du projet à l'international pour lequel il demande une subvention, en précisant le type de subvention;

3° tout document utile pour étayer sa demande. L'Agence publie sur son site internet une liste non exhaustive des documents utiles pour chaque type de subvention.

L'Agence accuse réception de la demande.

#### Section 2. — Examen de la demande de subvention et décision du Ministre ou de l'Agence

**Art. 51.** L'Agence examine la demande et peut inviter le demandeur à lui fournir tout complément d'information qu'elle juge utile.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte manifestement pas les conditions d'octroi. Dans les autres cas, l'Agence instruit la demande.

**Art. 52.** Au terme de son instruction, l'Agence soumet une proposition de décision au ministre. Celui-ci rejette la demande par décision motivée ou il l'accepte. En cas d'acceptation, il adopte un arrêté de subvention, qui fixe le montant maximum accordé, ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

L'Agence assure le suivi de la décision du ministre, et la communique au demandeur.

**Art. 53.** Par dérogation à l'article précédent, en cas de demande de chèques *coaching*, de subventions pour une mission expertise marchés à l'international ou de subventions pour formations linguistiques, l'administrateur général de l'Agence accepte ou rejette la demande par décision motivée. La décision d'acceptation fixe les montants octroyés et le cas échéant le nombre de chèques accordés, ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

L'Agence assure le suivi de cette décision et la communique au demandeur.

#### Section 3. — Versement de la subvention

**Art. 54.** La présente section s'applique à toutes les subventions visées par le présent arrêté, à l'exception des subventions sollicitées dans le cadre du programme de « chèques *coaching* ».

**Art. 55.** Le projet à l'international pour lequel une subvention a été sollicitée démarre dans un délai d'un an maximum après la date de la communication par l'Agence de la décision du ministre d'accepter la demande de subvention. Il est en outre totalement achevé deux ans après cette date.

Le demandeur dispose d'un délai maximum de deux ans et trois mois à compter de cette date pour transmettre à l'Agence sa demande de versement complète. Passé ce délai, la demande est rejetée.

**Art. 56.** Dans le cas d'une subvention sollicitée pour une mission expertise marchés à l'international ou pour des formations linguistiques, le délai visé à l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par le délai suivant : la mission ou formation concernée est totalement achevée six mois après la date de la communication par l'Agence de la décision de l'administrateur général d'accepter la demande de subvention.

Dans le cas d'une subvention sollicitée pour une mission expertise marchés à l'international ou pour des formations linguistiques, le délai visé à l'article 55, alinéa 2, est remplacé par le délai suivant : le demandeur dispose d'un délai maximum de huit mois après la date de la communication par l'Agence de la décision de l'administrateur général d'accepter la demande de subvention, pour transmettre à l'Agence sa demande de versement complète. Passé ce délai, la demande est rejetée.

**Art. 57.** La demande de versement se compose d'une déclaration de créance, établie conformément au modèle mis à disposition sur le site internet de l'Agence, et de toutes les pièces justificatives éventuellement requises.

L'Agence publie sur son site internet la liste des pièces justificatives demandées pour chaque type de subvention.

Par application du principe de confiance, conçu comme un moyen de réaliser la simplification administrative, et pour les catégories de subventions visées par le présent arrêté qu'elle détermine, l'Agence peut dans un premier temps exiger du demandeur uniquement le dépôt d'une déclaration sur l'honneur et d'un rapport commercial du projet à l'international subventionné, en se réservant la possibilité de procéder à un contrôle dans un second temps et d'exiger alors la production des pièces justificatives. L'Agence précise sur son site internet les catégories de subventions pour lesquelles le principe de confiance est appliqué.

**Art. 58.** L'Agence peut accorder au demandeur une avance de cinquante pour cent sur les subventions suivantes :

1° subventions pour la participation à une foire ou salon à l'étranger, visée à la Section 3 du Chapitre III;

2° subventions pour une étude de pré faisabilité, visée à la Section 4 du Chapitre III;

3° subventions pour un bureau de représentation de commerciale, visé à la Section 5 du Chapitre III.

Cette avance peut être accordée uniquement au demandeur dont la demande a été acceptée par une décision du ministre. Le demandeur sollicite en outre cette avance en recourant à la déclaration de créance dont le modèle est mis à disposition sur le site internet de l'Agence et en joignant les pièces justificatives requises dont la liste est publiée sur le même site. L'Agence peut à cet égard appliquer le principe de confiance et le précise le cas échéant sur son site internet.

L'octroi d'une avance par l'Agence ne fait pas naître de droit à la subvention dans le chef du demandeur.

Le demandeur qui a perçu une avance introduit sa demande de versement du solde de la subvention dans le délai visé à l'article 55, alinéa 2. Il rembourse à l'Agence sans délai tout ou partie de l'avance perçue si, dans le délai précité et selon le cas, la participation à une foire ou salon à l'étranger est annulée, l'étude de pré faisabilité n'est pas réalisée ou le bureau de représentation commerciale n'est pas exploité durant un délai de douze mois consécutifs.

**Art. 59.** Lorsque le demandeur a produit une demande de versement incomplète, l'Agence l'informe des documents manquants.

Ceci ne suspend pas le délai visé à l'article 55, alinéa 2, ou à l'article 56, alinéa 2, selon le cas.

**Art. 60.** Lorsque le demandeur est débiteur de montants exigibles vis-à-vis de l'Agence, l'Agence informe le demandeur qu'elle n'accordera pas la subvention demandée tant que ces montants n'auront pas été payés. Aucune compensation ne peut avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et une subvention visée par le présent arrêté.

Ceci ne suspend pas le délai visé à l'article 55, alinéa 2, ou à l'article 56, alinéa 2, selon le cas.

**Art. 61.** Lorsque l'Agence constate que le demandeur ne remplit pas ou plus les conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance, elle refuse la demande de versement et en informe le demandeur.

Au besoin, l'Agence peut inviter le demandeur à lui fournir, dans le mois, tout complément d'information qu'elle juge utile pour vérifier que le demandeur remplit toujours les conditions d'octroi. Cette demande de l'Agence est adressée au demandeur par courrier recommandé; le délai d'un mois précité court à compter du lendemain de l'envoi dudit courrier par l'Agence.

Cette demande de l'Agence suspend, pendant un mois à compter du lendemain de l'envoi du courrier précité, le délai visé à l'article 55, alinéa 2, ou à l'article 56, alinéa 2, selon le cas.

**Art. 62.** Lorsque le demandeur a produit une demande de versement complète et est en ordre de paiement vis-à-vis de l'Agence, l'administrateur général de l'Agence le lui indique dans une lettre de décompte. Cette lettre fait naître le droit à la subvention dans le chef du demandeur, conformément à l'article 4, alinéa 1. La lettre de décompte précise le montant définitif de la subvention octroyée.

#### Section 4. — Régime particulier de versement

**Art. 63.** En cas de demande de chèques *coaching* acceptée par l'Agence, aucune demande de versement n'est adressée par le demandeur. Le droit à la subvention est obtenu à la date de signature, par le demandeur, du ou des chèques *coaching* délivrés par l'Agence, conformément à l'article 4, alinéa 2.

Lorsque le demandeur a reçu ses chèques *coaching*, il choisit son *coach* parmi la liste publiée sur le site internet de l'Agence. Le demandeur et le *coach* concluent ensemble un contrat sur la base du formulaire établi par l'Agence et transmis par elle au demandeur avec les chèques. Le contrat précise le nombre de chèques qui sera dû au terme de la prestation. Une copie du contrat conclu est transmise à l'Agence, pour validation; un contrat non validé ne peut pas donner lieu à un paiement des subventions.

Au terme de sa prestation, le *coach* facture celle-ci au demandeur conformément au contrat conclu. Le demandeur complète et signe les chèques *coaching*, puis les remet au *coach* en guise de paiement. La T.V.A. est à charge du demandeur.

Le *coach* adresse enfin une copie de sa facture et les chèques *coaching* signés par le demandeur à l'Agence, qui verse au *coach* la contre-valeur des chèques.

#### Section 5. — Contrôle

**Art. 64.** Au cours de l'année qui suit le versement de la subvention par l'Agence, celle-ci peut inviter le demandeur à lui fournir dans un délai d'un mois :

1° les factures détaillées relatives au projet à l'international pour lequel la subvention a été versée;

2° les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit, identifiant clairement l'identité du donneur d'ordre et;

3° tout autre document demandé par l'Agence.

Après examen des pièces justificatives complètes, l'Agence adresse un envoi au demandeur pour lui indiquer s'il a produit des documents probants ou non.

Si le demandeur n'a pas répondu à l'invitation de l'Agence, un rappel lui est adressé par envoi. Un second rappel peut être adressé au demandeur.

**Art. 65.** Si le demandeur n'a donné aucune suite aux deux envois de rappel ou si les documents qu'il a transmis à l'Agence ne sont pas probants, il rembourse la totalité de la subvention concernée.

L'Agence adresse au demandeur un envoi précisant les modalités de remboursement. À défaut de remboursement, l'Agence peut introduire une action en justice.

**Art. 66.** Lorsque le demandeur rembourse les subventions en vertu de l'article précédent, l'Agence peut procéder au contrôle de toute autre subvention octroyée à ce demandeur. Elle peut à cet égard remonter jusqu'à dix ans avant le versement de la dernière subvention octroyée au demandeur.

Ce contrôle s'effectue comme dit ci-dessus.

#### Section 6. — Remboursement de la subvention versée

**Art. 67.** Le demandeur qui a perçu une subvention ou une avance visée par le présent arrêté doit la rembourser à l'Agence, lorsque le demandeur :

1° ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance;

2° affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus;

3° n'a pas remboursé l'avance comme requis par l'article 58, alinéa 4;

4° n'a donné aucune suite aux deux courriers de rappel ou a transmis des documents non probants à l'Agence, comme prévu à l'article 65 ou;

5° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations précitées est privé de toute nouvelle subvention visée par le présent arrêté et exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention ou l'avance concernée. En outre, le conseil d'administration pourra décider que le demandeur ne pourra pas solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée.

Toute somme devant être remboursée par le demandeur à l'Agence est d'office majorée d'intérêts de retard, prenant cours à dater de la situation entraînant le remboursement et calculés au taux prévu par la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

#### CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 68.** Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1<sup>er</sup> avril 1993 relatif au partenariat économique international;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 1993 relatif à un programme spécial de soutien au commerce extérieur, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998.

**Art. 69.** Le Ministre peut modifier tout montant, pourcentage ou délai fixé par le présent arrêté.

**Art. 70.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 71.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 octobre 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-Cl. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205351]

#### 29. OKTOBER 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der « Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers » (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen), Artikel 2 Ziffer 2;

Aufgrund des am 27. April 2015 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 9. Oktober 2015;

Aufgrund des am 2. September 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.931/2/V;

Aufgrund des am 19. Oktober 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

**Artikel 1 -** Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:



1° das Unternehmen: jede Einheit, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass laut der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden;

2° der KMB: jedes Unternehmen mit weniger als 250 Beschäftigten und maximal 50 Millionen Euro Jahresumsatz oder maximal 43 Millionen Euro Jahresbilanzsumme. Bei eventueller Berechnung dieser Daten werden die in Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union vorgesehenen Modalitäten beachtet;

3° das "Starter"-Unternehmen: jeder beim Einreichen des Beihilfeantrags seit weniger als fünf Jahren bei der zentralen Datenbank der Unternehmen registrierte KMB, mit Ausnahme der KMB, die Tätigkeiten übernommen haben, die früher von einem anderen Unternehmen ausgeübt wurden;

4° das Kleinstunternehmen: jeder KMB mit weniger als zehn Beschäftigten und maximal 2 Millionen Euro Jahresumsatz oder Jahresbilanzsumme. Bei eventueller Berechnung dieser Daten werden die in Anhang I der vorgenannten Verordnung (EU) Nr. 651/2014 vorgesehenen Modalitäten beachtet;

5° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

6° die Agentur: die "Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers" (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen);

7° der Antragsteller: das Unternehmen, das einen Beihilfeantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;

8° die beihilfefähigen Kosten: sämtliche direkt vom Antragsteller getragenen Kosten außer MwSt., die ganz oder teilweise durch eine Bezuschussung aufgrund des vorliegenden Erlasses gedeckt werden könnten;

9° die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen;

10° der Trader: jedes Unternehmen, das sich ausschließlich mit Import-Export, Vertrieb, Vermarktung oder Verkauf beschäftigt, wobei diese Tätigkeiten sich jedes Mal auf Waren oder Dienstleistungen beziehen, die hauptsächlich außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region entstanden sind;

11° der Geschäftsinkubator: der im Ausland gelegene, möblierte und ausgestattete Büroraum, der wallonischen Unternehmen von Dritten zur Verfügung gestellt wird, mit denen die Agentur Übereinkommen über einen Vorzugstarif für die wallonischen Unternehmen abgeschlossen hat. Die Liste der Geschäftsinkubatoren wird auf der Internetseite der Agentur veröffentlicht.

**Art. 2 -** Bei allen im vorliegenden Erlass angeführten Zuschüssen handelt es sich um *De-minimis*-Beihilfen im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1407/2013.

#### KAPITEL II — Gemeinsame Bedingungen für die Zuschüsse

**Art. 3 -** Die im vorliegenden Erlass erwähnten Zuschüsse sind ausschließlich zur Entwicklung international orientierter Tätigkeiten bestimmt. Sie werden innerhalb der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel gewährt.

Der Antragsteller ist ein in der Wallonischen Region ansässiges Unternehmen und sein internationales Projekt generiert einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft.

**Art. 4 -** Anspruch auf einen im vorliegenden Erlass erwähnten Zuschuss hat der Antragsteller nur, wenn beide der folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° der Antrag auf Zuschuss wird vom Minister oder, im Falle eines Antrag auf Zuschuss aufgrund eines Einsatzes "Außenmärkte-Expertenwissen" oder aufgrund von Sprachkursen, vom Generalverwalter der Agentur gebilligt

2° und der Generalverwalter der Agentur hat dem Antragsteller eine Abrechnung zum beantragten Zuschuss zugeschickt.

In Abweichung vom vorigen Absatz hat der Antragsteller Anspruch auf einen Zuschuss im Rahmen des "Coaching-Schecks"-Programms, wenn er den bzw. die ihm von der Agentur erteilten Scheck(s) unterzeichnet.

**Art. 5 -** Der Antragsteller reicht seinen Antrag auf Zuschuss in Übereinstimmung mit den Vorschriften des vorliegenden Erlasses ein. Um berücksichtigt zu werden, darf das Projekt des Antragstellers bis zum Einreichen des Antrags nicht eingeleitet werden. Wenn der Antragsteller sein Projekt unverzüglich nach diesem Einreichen einleitet und ihm der beantragte Zuschuss schließlich verweigert wird, dann trägt allein der Antragsteller die mit dieser Einleitung verbundenen Kosten.

**Art. 6 -** Der Antragsteller kann keine im vorliegenden Erlass angeführten Zuschüsse erhalten, wenn er die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vorgeschriebenen Bedingungen nicht erfüllt. Dementsprechend wird ihm der beantragte Zuschuss verweigert, wenn dessen Gewährung den Antragsteller veranlassen würde, den durch die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vorgesehenen Höchstbetrag oder den ihn ersetzenden Sollwert zu überschreiten.

**Art. 7 -** Der Antragsteller hat seinen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region. Beim Betriebssitz handelt es sich um jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist. Der Hauptbetriebssitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.

**Art. 8 -** Der Antragsteller fügt seinem Antrag auf Zuschuss ein Dokument zur Beschreibung seines internationalen Projekts bei.

Einmal zustande gekommen, generiert das internationale Projekt des Antragstellers einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation. Die Agentur schätzt den realitätsnahen Charakter dieses Mehrwerts für die wallonische Wirtschaft ein, gegebenenfalls indem sie die Regionalbüros der Agentur oder die Mitglieder ihres Netzes im Ausland zur Begutachtung heranzieht.

Das internationale Projekt entspricht den nationalen und internationalen Normen zur Anwendung auf den beruflichen Sektor des Antragstellers, worunter auch den eventuellen berufsethischen Regeln.

**Art. 9 -** Es darf kein im vorliegenden Erlass genannter Zuschuss gewährt werden, wenn der Antragsteller eine ganze oder teilweise Auslagerung seiner Tätigkeit ins Ausland plant, die zu einer Reduzierung oder einer Einstellung der Tätigkeiten in der Wallonischen Region führen muss.

Der Antragsteller erhält seine Tätigkeit auf dem Gebiet der Wallonischen Region aufrecht während einer Dauer von drei Jahren nach Auszahlung des bzw. der im vorliegenden Erlass genannten Zusch(ü)ss(e/es).

**Art. 10** - Folgende Kategorien dürfen keinen Antrag stellen:

- 1° Trader;
- 2° Holdinggesellschaften;
- 3° in Liquidation oder in Konkurs befindliche Unternehmen.

Der Antragsteller beachtet die gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und kommt seinen steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen nach.

**Art. 11** - Es darf kein im vorliegenden Erlass genannter Zuschuss zu den folgenden Zwecken gewährt werden:

1° zur Entlohnung der Leistungen, die von den Arbeitnehmern des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden, oder zur Vergütung von Produkten bzw. Dienstleistungen, die der Antragsteller an seine eigenen Kunden verkauft.

2° zur Deckung der üblichen und regelmäßigen Betriebsausgaben des Unternehmens;

3° zur Finanzierung eines internationalen Projekts, für welches der Antragsteller eine Bezuschussung durch jegliche andere Anstalt, Einrichtung oder Behörde erwägt zu beantragen, beantragt oder erhalten hat. In dieser Hinsicht spielt es keine Rolle, ob diese Bezuschussung die gesamten beihilfefähigen Kosten, oder nur einen Teil davon, abdeckt.

**Art. 12** - Jeder aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Zuschuss wird im Jahresabschluss des Antragstellers aufgeführt.

### KAPITEL III — Spezifische Bedingungen für die Zuschüsse

#### *Abschnitt 1 — Spezifische Bedingungen in Bezug auf die Unterstützung der Beratungsaktivitäten*

**Art. 13** - Die im vorliegenden Abschnitt angeführten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der beihilfefähigen Kosten im Zusammenhang mit Beratungsdiensten ab, die notwendig sind, um ein neues Produkt auf den Markt zu bringen oder ein bestehendes Produkt auf einen neuen Markt einzuführen.

Außerdem dürfen diese Zuschüsse höchstens 750 Euro täglich pro Unternehmen sowie höchstens 25.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre betragen. Dieser zweite Höchstbetrag wird auf 37.500 Euro pro Unternehmen über drei Jahre erhöht, wenn es sich beim Antragsteller um ein "Starter"-Unternehmen handelt.

**Art. 14** - Bei den beihilfefähigen Kosten handelt es sich ausschließlich um die Honorare des bzw. der externen Berater, den/die der Antragsteller unter den Experten auswählt, die die Agentur zugelassen hat und ihm vorschlägt.

Die Gesamtkosten für die Beratung sind niedriger als die Summe des Eigenkapitals des Antragstellers und seiner Verbindlichkeiten mit einer Laufzeit von über einem Jahr.

Es darf kein im vorliegenden Erlass angeführter Zuschuss gewährt werden, wenn der bzw. die ausgewählte(n) Experte(n) bereits für den Antragsteller im Rahmen eines anderen, von der Agentur bzw. von der Wallonischen Region bezuschussten Einsatzes gearbeitet hat/haben. Die Einsätze, die von der Agentur vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bezuschusst wurden, werden bei der Anwendung dieser Regel mit einbezogen.

Von der im vorigen Absatz erwähnten Regel kann die Agentur abweichen, wenn keine anderen zugelassenen Experten für das Projekt des Antragstellers zur Verfügung stehen.

Bei Rückgriff auf die zugelassenen Experten für eine Beratung in Sachen Webmarketing kann der Zuschuss höchstens fünf Arbeitstage abdecken.

**Art. 15** - Die von der Agentur zugelassenen Experten bieten Beratungsdienste in Sachen Außenhandel, Webmarketing und internationales Design an. Die Agentur legt die Bedingungen und Modalitäten für die Zulassung der Experten fest. Diese werden auf seiner Website veröffentlicht. Die Liste der zugelassenen Experten, je nach Fachgebiet und/oder Land, wird auch auf der Website der Agentur veröffentlicht.

**Art. 16** - Der Antragsteller, der einen im vorliegenden Abschnitt genannten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II angeführten Bedingungen sowie diejenigen des vorliegenden Abschnitts. Bei ihm muss es sich zudem um einen KMB handeln.

#### *Abschnitt 2 — Spezifische Bedingungen in Bezug auf die Kommunikationsträger*

**Art. 17** - Die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der beihilfefähigen Kosten ab im Zusammenhang mit Dienstleistungen in Sachen Erstellung von Broschüren, Videos oder Werbeinseraten für Kunden, die außerhalb Belgiens ansässig sind.

Außerdem dürfen diese Zuschüsse höchstens 10.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre betragen. Dieser Höchstbetrag wird auf 15.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre erhöht, wenn es sich beim Antragsteller um ein "Starter"-Unternehmen handelt.

**Art. 18** - Bei den beihilfefähigen Kosten handelt es sich um diejenigen, die mit der Erstellung von Kommunikationsträgern für nicht in Belgien ansässige Kunden verbunden sind, mit Ausnahme der Kommunikationsträger, die für den belgischen Markt bestimmt sind.

In diesem Zusammenhang sind die folgenden Kosten beihilfefähig:

1° Kosten für die Erstellung von Druckschriften, die das Unternehmen des Antragstellers, seine Produkten oder Dienstleistungen präsentieren;

2° oder Kosten für die Erstellung von Videos, die das Unternehmen des Antragstellers, seine Produkten oder Dienstleistungen präsentieren, mit Ausnahme von Werbespots;

3° oder Kosten für die Erstellung von Werbeinseraten in gedruckte Fachzeitschriften, die im Ausland herausgegeben und veröffentlicht werden.

Versicherungskosten, Cateringsausgaben, mit Modells- und Schauspielerauftritten verbundene Ausgaben (darunter auch das Make up), die Fahrtkosten, die Versandkosten der Kommunikationsträger sowie der Einkauf von USB-Sticks, Computermaterial oder fotografischen Geräten fallen nicht unter die beihilfefähigen Kosten.

**Art. 19** - Der Antragsteller hat die freie Wahl der Leistungsträger für die Erstellung von Broschüren, Videos oder Werbeinseraten. Bei diesen Leistungsträgern geht es um Fachleute, die nicht zum Unternehmen des Antragstellers gehören.

**Art. 20** - Die über den Kommunikationsträger präsentierten Produkte bzw. Dienstleistungen werden in der Wallonischen Region hergestellt oder entwickelt.

**Art. 21** - Verkehrsvereine, Häuser des Tourismus oder Verkehrsämter dürfen keinen im vorliegenden Abschnitt genannten Zuschuss beantragen.

Hingegen kann der Antragsteller, der als Unternehmen im touristischen Privatsektor tätig ist, einen im vorliegenden Abschnitt angeführten Zuschuss beanspruchen.

Seinem Antrag fügt er das bzw. die günstige(n) Gutachten, je nach Fall, von "Wallonie-Bruxelles Tourisme" (Wallonie-Brüssel Werbe- und Verkehrsamt), des "Commissariat général au Tourisme" (Generalkommissariat für Tourismus) der Wallonischen Region bzw. des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft bei.

Die Agentur kann die Modalitäten zur Gewährung der im vorliegenden Abschnitt angeführten Zuschüsse an einen solchen Antragsteller genauer bestimmen. Diese genaueren Modalitäten werden sodann auf der Website der Agentur veröffentlicht.

In diesem Fall, und wenn der Zuschuss die Erstellung von Broschüren betrifft, gelten die Kosten im Zusammenhang mit den Broschüren, die für Belgien bestimmt sind, als nicht beihilfefähige Kosten.

**Art. 22** - Liegt der Hauptbetriebssitz des Antragstellers nicht in der Wallonischen Region, so kann in Abweichung von Artikel 7 der im vorliegenden Abschnitt erwähnte Zuschuss proportional zum Umsatz des wallonischen Betriebssitzes im Vergleich zu demjenigen, der aus allen Tätigkeiten des Antragstellers entsteht, reduziert werden.

**Art. 23** - Der Antragsteller, der einen im vorliegenden Abschnitt genannten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II angeführten Bedingungen sowie diejenigen des vorliegenden Abschnitts.

### *Abschnitt 3 — Spezifische Bedingungen in Bezug auf die Unterstützung der Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland*

**Art. 24** - Die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken fünfzig Prozent von bestimmten Kosten ab, die mit der Teilnahme an Messen oder Ausstellungen im Ausland verbunden sind. Es geht dabei um Events mit einem anerkannten fachlichen und internationalen Charakter.

Die Teilnahmen an Events oder an Gemeinschaftsständen, die von der Agentur oder von einem Akteur organisiert werden, der für dieselbe Veranstaltung eine öffentliche Unterstützung erhält, kommen nicht in Betracht bei der Gewährung dieser Zuschüsse.

Außerdem dürfen die im vorliegenden Abschnitt angeführten Zuschüsse höchstens 50.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre betragen. Dieser Höchstbetrag wird auf 75.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre erhöht, wenn es sich beim Antragsteller um ein "Starter"-Unternehmen handelt.

Schließlich dürfen diese Zuschüsse nicht ausschließlich dazu gewährt werden, um eine zwischen sechs Quadratmetern und fünfzig Quadratmetern große Ausstellungsfläche zu mieten, sei sie eingerichtet oder nicht, die vom Veranstalter des ausgewählten Events in Rechnung gestellt wird.

**Art. 25** - Außer der in dem vorigen Artikel beschriebenen Grenzen werden die in diesem Abschnitt erwähnten Zuschüsse auf einen Höchstbetrag von 200 Euro pro gemieteten Quadratmeter und pro Unternehmen begrenzt.

Die beihilfefähigen Kosten sind die auf die Anzahl der gemieteten Quadratmeter bezogenen tatsächlichen Kosten, die für die Miete, den Aufbau und den Betrieb eines Stands bei der Teilnahme eines Unternehmens an jeglicher Messe oder Ausstellung im Ausland getragen werden.

**Art. 26** - Die im vorigen Artikel erwähnten 200 Euro-Grenze ist nicht anwendbar, wenn der Antragsteller ein KMB ist, der zum ersten Mal an einer Messe im Ausland teilnimmt. Eine kostenpflichtige Teilnahme an einem Event, an dem der KMP bereits teilgenommen hat, aber für eine Auslage, die in einer anderen Stadt, einer anderen Region oder einem anderen Land stattfindet, wird als erste Teilnahme betrachtet.

In diesem Fall umfassen die beihilfefähigen Kosten:

- 1° die Mietkosten für den Stand;
- 2° die Kosten für die Hin- und Rückreise und für den Aufenthalt vor Ort eines Vertreters des Antragstellers, der zu dem ausgewählten Event mit Abreise aus Belgien entsandt wird.

Die Agentur stellt die auf diese Kosten anwendbare Pauschale je nach den von ihr bestimmten geographischen Zonen fest. Diese Pauschale(n) werden auf der Website der Agentur veröffentlicht;

- 3° die Kosten für die Ausstattung des Stands im Verhältnis zu der von dem Antragsteller gemieteten Fläche;
- 4° die Teilnahmegebühr für den ausgewählten Event;
- 5° die Kosten für den Versand von Material, wobei der Versand von einem Dritten, der zum Unternehmen des Antragstellers nicht gehört, durchgeführt wird;
- 6° die außergewöhnlichen Degustationskosten, die von dem Veranstalter des Events berechnet werden;
- 7° die Dolmetscher- und Hostessenkosten.

Die Kongresse im Ausland mit kostenpflichtiger Anmeldung und Redezeit, die eine aktive Förderung der Produkte oder Dienstleistungen des KMB ermöglicht, werden für die vorliegende Bestimmung als Ausstellungen oder Messen im Ausland betrachtet.

**Art. 27** - Die Events, die durch die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüssen gedeckt werden, werden vom Antragsteller frei ausgewählt. Jedoch werden die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse nur für die Ausstellungen gewährt, die individuell unter dem eigenen Namen des Antragstellers ausgeführt werden, die die Entsendung von Vertretern des Antragstellers aus Belgien zu den besagten Messen und Ausstellungen erfordern, und die die aktive Förderung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers ermöglichen. Daher kann der Antragsteller, der an Messen unter dem Namen seines Vertreters, seines Importeurs, seiner Muttergesellschaft oder unter dem Namen von ausländischen Tochtergesellschaften teilnimmt, die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse nicht in Anspruch nehmen.

Wenn der Antragsteller keinen individuellen Stand erhalten kann oder einen Stand mit anderen Teilnehmern teilen möchte, kann er einen Antrag auf Zuschuss einreichen, vorausgesetzt dass er diesem alle Informationen über die Mietung des Stands bei dem Veranstalter sowie über die Weiterverrechnung und die Übernahme des ihm zufallenden Kostenanteils beifügt.

**Art. 28** - Wenn der Antragsteller seinen Hauptbetriebssitz nicht in der Wallonischen Region hat, kann der im vorliegenden Abschnitt erwähnte Zuschuss in Abweichung von Artikel 7 entsprechend dem Umsatz, den der wallonische Betriebssitz erwirtschaftet, im Verhältnis zu demjenigen der gesamten Tätigkeiten des Antragstellers verringert werden.

**Art. 29** - Der Antragsteller, der einen im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II angeführten Bedingungen sowie die Bedingungen des vorliegenden Abschnitts.

Verkehrsvereine, Häuser des Tourismus oder Verkehrsämter dürfen keinen im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragen. Hingegen kann der Antragsteller, der als Unternehmen im touristischen Privatsektor tätig ist, einen im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beanspruchen.

Im Falle eines Rücktritts oder einer Stornierung der Teilnahme des Antragstellers an dem Event werden keine im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse gewährt.

*Abschnitt 4 — Spezifische Bedingungen in Bezug auf die Mobilitätsförderung*

**Art. 30** - Die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der Reise- und Aufenthaltskosten ab, die im Rahmen von Markterkundungsreisen außerhalb der Europäischen Union oder von Einladungen nach der Wallonischen Region von bewährten oder potentiellen Partnern mit Sitz außerhalb der Europäischen Union entstanden sind. Diese Kosten werden pauschaliert.

Die Agentur stellt eine Pauschale für die Reise- und Aufenthaltskosten in jedem der von ihr bestimmten geographischen Zonen fest und sieht ggf. verschiedene Pauschalen vor, je nach dem, ob die Reise des Vertreters des Antragstellers in einem Land oder in mehreren Ländern der Zone stattfindet. Diese Pauschale(n) werden auf der Website der Agentur veröffentlicht.

In Abweichung von Artikel 10 kann der Antragsteller ein Trader sein. In diesem Fall wird der auf die pauschalierten Kosten anwendbare Prozentsatz in Abweichung von Absatz 1 auf fünfundzwanzig Prozent reduziert.

**Art. 31** - Die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse können über einen Zeitraum von sechs Jahren nur Folgendes betreffen:

1° maximal vier Markterkundungsreisen für jedes vom Antragsteller frei ausgewählte Land außerhalb der Europäischen Union. Dieselbe Marktuntersuchungsreise kann in mehreren benachbarten oder nahen Ländern stattfinden;

2° und maximal drei Einladungen nach der Wallonischen Region von bewährten oder potentiellen ausländischen Partnern, die aus jedem vom Antragsteller frei ausgewählten Land außerhalb der Europäischen Union kommen.

Der Antragsteller kann einen im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss für mehrere Länder außerhalb der Europäischen Union beantragen. Jedes Land stellt jedoch einen neuen Markt für den Antragsteller dar, d. h. einen Markt, der weniger als zehn Prozent seines gesamten Exportumsatzes über die zwei letzten Haushaltsjahre ausmacht. Die an den neuen Markt gebundene Anforderung findet keine Anwendung, wenn es sich beim Antragsteller um ein "Starter"-Unternehmen handelt.

**Art. 32** - In Abweichung vom vorigen Artikel wird die Höchstanzahl von Markterkundungsreisen über einen Zeitraum von sechs Jahren auf sechs Reisen erhöht, wenn der Antragsteller folgende Bedingungen erfüllt:

1° sein internationales Projekt hat einen hohen technischen Wert und betrifft die Produktion von Gütern oder Dienstleistungen in der Wallonischen Region, wie zum Beispiel die Einrichtung einer schlüsselfertigen Produktionslinie, ein Infrastrukturprojekt oder ein Hoch- und Tiefbauprojekt;

2° sein internationales Projekt ist herausragend für das Unternehmen des Antragstellers und wird einen einheitlichen Standard bilden, falls es gelingt;

3° sein internationales Projekt wird die Schaffung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region fördern.

In diesem Fall umfassen die beihilfefähigen Kosten außer der in Artikel 30 erwähnten pauschalierten Reise- und Aufenthaltskosten und ggf. in Abweichung von Artikel 11 die Honorare des bzw. der externen oder internen Experten, den bzw. die der Antragsteller für die Erstellung einer Durchführbarkeitsvorstudie vor dem Erhalt eines Auftrags eines Kunden mit Sitz außerhalb der Europäischen Union ausgewählt hat, sowie alle sonstigen gebührend begründeten Kosten, die mit dem internationalen Projekt zusammenhängen.

Der Antragsteller beweist, dass der bzw. die ausgewählten Experte über die erforderlichen Kompetenzen verfügen. Die Agentur kann einen Höchstbetrag für diese Kosten festlegen.

Der Zuschuss deckt dann fünfzig Prozent der gesamten beihilfefähigen Kosten ab und darf 25.000 Euro pro Projekt nicht überschreiten.

**Art. 33** - Der Antragsteller, der einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II aufgeführten Bedingungen, sowie die Bedingungen des vorliegenden Abschnitts.

Bei Verzicht auf die Reise oder die Einladung bzw. bei Annullierung wird kein in dem vorliegenden Abschnitt erwähnte Zuschuss gewährt.

*Abschnitt 5 — Spezifische Bedingungen für die Unterstützung der Handelsvertretungsbüros*

**Art. 34** - Die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der beihilfefähigen Kosten, die mit der Eröffnung und dem Betrieb eines Handelsvertretungsbüros außerhalb der Europäischen Union verbunden sind. Diese Kosten werden pauschalisiert.

Die Agentur setzt einen Pauschalbetrag für die beihilfefähigen Kosten in jeder der geographischen Zonen, die sie bestimmt, fest und unterscheidet ggf. je nachdem, ob es sich um ein individuelles, kollektives Handelsvertretungsbüro oder um ein Handelsvertretungsbüro in einem Geschäftsin kubator handelt. Dieser bzw. diese Pauschalbeträge werden auf der Website der Agentur veröffentlicht.

Die aufgrund des vorliegenden Abschnitts gewährten Zuschüsse dürfen nicht mehr als zwei Handelsvertretungsbüros pro Unternehmen im Laufe eines Zeitraums von drei Jahren betreffen, ungeachtet der von dem Antragsteller gewählten Form der Vertretung.

**Art. 35** - Ungeachtet der von dem Antragsteller gewählten Form der Vertretung darf keine direkte Handelstätigkeit von dem Antragsteller von dem der Handelsvertretungsbüro aus ausgeübt werden.

Infolgedessen kann das Handelsvertretungsbüro weder eine Stelle zur Lagerung bzw. Erzeugung von Gütern und Dienstleistungen, außer der Handelsvertretung, noch eine Verkaufsstelle sein.

**Art. 36** - Die in dem Pauschalbetrag eingeschlossenen beihilfefähigen Kosten sind:

1° die Dienstreise- und Marktuntersuchungskosten und die Reise- und Aufenthaltskosten in Zusammenhang mit der Eröffnung eines Handelsvertretungsbüros in dem bzw. den betroffenen Ländern;

2° die mit dem Funktionieren des Büros verbundenen Kosten, einschließlich der Versicherungskosten, der Mietkosten der Ausstattung;

3° in Abweichung von Artikel 11, die Personalkosten in Zusammenhang mit der Eröffnung und dem Funktionieren des Büros;

4° die Dienstreisekosten innerhalb der durch das Büro gedeckten Zone, einschließlich der eventuellen Teilnahmen an Messen und beruflichen Ausstellungen.

Die Agentur veröffentlicht die ausführliche Liste dieser Kosten auf ihrer internen Website.

Die zur Anschaffung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern gezahlten Beträge sind keine beihilfefähigen Kosten.

**Art. 37** - Der Antragsteller ist frei in der Wahl des Landes, außerhalb der Europäischen Union, in dem er ein Handelsvertretungsbüro niederlassen möchte.

Diese Handelsvertretung wird von dem Antragsteller während mindestens zwölf aufeinanderfolgender Monate besetzt und betrieben. Bei einer längeren Besetzung und einem längeren Betrieb gehen die Kosten in Zusammenhang mit dem Zeitraum nach den vorerwähnten zwölf Monaten zu Lasten des Antragstellers und sind keine beihilfefähigen Kosten.

**Art. 38** - Der Antragsteller betreibt ein Handelsvertretungsbüro als Einzelperson und unter seinem eigenen Namen. Dieses Vertretungsbüro bleibt unter direkter Aufsicht und beschäftigt mindestens eine Person vollzeitig, die mit der Erkundung der Märkte und der Suche nach Geschäftskontakten im Namen des Antragstellers beauftragt ist.

In Abweichung von dem vorigen Absatz ist der kollektive Betrieb eines Handelsvertretungsbüros für einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beihilfefähig, wenn er mindestens drei KMB umfasst, wobei jeder seinen Betriebsitz in der Wallonischen Region hat und unterschiedliche Produkte und/oder Dienstleistungen anbietet. Die vorerwähnten Betriebsitze befinden sich in unterschiedlichen Orten. Außerdem sind die betroffenen KMB voneinander finanziell unabhängig. Sind diese Bedingungen erfüllt, so werden die beihilfefähigen Kosten im Verhältnis mit der Beteiligung des Antragstellers an den Kosten der gesamten Unternehmen, die das kollektive Handelsvertretungsbüro betreiben, bestimmt.

**Art. 39** - In Abweichung von Artikel 37 Absatz 2 kann der Antragsteller ein Handelsvertretungsbüro innerhalb eines Geschäftsin kubators für einen Zeitraum von drei bis zwölf Monaten niederlassen.

In diesem Fall legt die Agentur den Betrag des Zuschusses fest, den erhalten werden könnte. Sie veröffentlicht diesen Betrag auf ihrer Website.

**Art. 40** - Der Antragsteller, der einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II aufgeführten Bedingungen, sowie die Bedingungen des vorliegenden Abschnitts.

#### *Abschnitt 6 — Spezifische Bedingungen für das Programm "Coaching Schecks"*

**Art. 41** - Die durch den vorliegenden Abschnitt betroffenen Zuschüsse sind "Coaching Schecks", die die Honorare eines *Coachs* in internationaler Partnerschaft decken.

Ein *Coaching*-Scheck hat einen Wert von 1000 Euro und entspricht einem Tag *Coaching*. Er ist ein Jahr gültig.

Ein und dasselbe Unternehmen kann nicht mehr als 5 *Coaching*-Schecks pro Jahr erhalten.

Der Antragsteller darf den bzw. die Schecks, die er von der Agentur für sein internationales Projekt erhalten hat, nicht abtreten.

**Art. 42** - Die beihilfefähigen Kosten sind die gesamten Honorare, exkl. MwSt. des oder der *Coach(es)*, die der Antragsteller unter den von der Agentur zugelassenen *Coachs* gewählt hat. Die Agentur legt die Bestimmungen und die Modalitäten für die Zulassung der *Coaches* fest. Diese werden auf ihrer Website veröffentlicht. Die Liste der zugelassenen *Coaches* wird ebenfalls auf der Website der Agentur veröffentlicht.

Bei der Verwendung der für ein bestimmtes internationales Projekt erhaltenen Schecks kann der Antragsteller nicht mehr als zwei verschiedene *Coaches* pro Jahr heranziehen.

**Art. 43** - Der Antragsteller, der einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II des vorliegenden Erlasses aufgeführten Bedingungen, sowie die Bedingungen des vorliegenden Abschnitts. Er muss außerdem ein KMB sein, der in einem innovativen technologischen Bereich tätig ist.

#### *Abschnitt 7 — Spezifische Bedingungen für das Programm "Außenmärkte-Expertenwissen"*

**Art. 44** - Die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken die Gesamtheit der beihilfefähigen Kosten für zugelassene Experte, die für eine punktuelle Leistung in Zusammenhang mit einem Projekt auf internationaler Ebene, d.h. die Erarbeitung eines strategischen Plans im Ausland oder die Lösung eines spezifischen Problems im Ausland herangezogen werden.

Außerdem dürfen diese Zuschüsse nicht höher als 750 Euro pro Tag sein und keine Leistung betreffen, die mehr als drei Arbeitstagen pro Kalenderjahr und pro Unternehmen entspricht, und diese Leistung soll im Laufe eines Zeitraums von höchstens sechs Monaten ab der Mitteilung durch die Agentur des Beschlusses der Generalverwalters zur Annahme des Bezuschussungsantrags stattgefunden haben.

**Art. 45** - Die beihilfefähigen Kosten sind nur die Honorare, exkl. MwSt., des bzw. der Experten für Außenmärkte, der bzw. die von dem Antragsteller unter den von der Agentur zugelassenen und dem Antragsteller vorgeschlagenen Experten gewählt wird bzw. werden. Die Agentur legt die Bedingungen und die Modalitäten für die Zulassung der Experten für Märkte im Ausland fest. Diese werden auf ihrer Website veröffentlicht.

**Art. 46** - Der Antragsteller, der einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II des vorliegenden Erlasses aufgeführten Bedingungen, sowie die Bedingungen des vorliegenden Abschnitts. Er ist außerdem ein Kleinunternehmen.

#### *Abschnitt 8 — Spezifische Bedingungen für das Programm der Sprachkurse*

**Art. 47** - Die in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der beihilfefähigen Kosten in Zusammenhang mit Sprachkursen, bis zu einem von der Agentur festgelegten Höchstbetrag.

**Art. 48** - Die beihilfefähigen Kosten entsprechen dem Gesamtbetrag des dem Ausbilder gezahlten Preises exkl. MwSt.

Der bzw. die Ausbilder sind außerdem von der Agentur zugelassen. Die Agentur legt die Bestimmungen und die Modalitäten für die Zulassung der Ausbilder fest. Diese werden auf ihrer Website veröffentlicht.

**Art. 49** - Der Antragsteller, der einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss beantragt, erfüllt die in Kapitel II des vorliegenden Erlasses aufgeführten Bedingungen, sowie die Bedingungen des vorliegenden Abschnitts. Er ist außerdem ein KMB.

### Kapitel IV — Bezuschussungsantrag und Auszahlung

#### *Abschnitt 1 — Einreichung eines Bezuschussungsantrags*

**Art. 50** - Der Antragsteller reicht kostenlos seinen Bezuschussungsantrag bzw. seine Bezuschussungsanträge ein, indem er das auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellte elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt in diesem Formular ausdrücklich, dass er die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 und den vorliegenden Erlass beachtet. Diese Bestätigung hindert keine Überprüfung dieser Beachtung durch die Agentur.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die Rechnungen und Kostenauszüge, die die Zahlung der Beträge, für welche ein Zuschuss beantragt wird, bescheinigen, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur zu behalten, außer im Falle der Verlängerung der Frist gemäß der gesetzlichen Bestimmungen in Sachen Verjährung.

Der Antragsteller fügt seinem Antrag Folgendes bei:

- 1° die Beschreibung der internationalen Strategie seines Unternehmens;
- 2° die Darstellung des internationalen Projekts, für welches er eine Bezuschussung beantragt, unter Angabe der Art des Zuschusses;
- 3° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument; Die Agentur veröffentlicht auf ihrer Website eine nicht ausführliche Liste der nützlichen Dokumente für jede Art Zuschuss.

Die Agentur bestätigt den Empfang des Antrags.

*Abschnitt 2 — Überprüfung des Bezuschussungsantrags und Beschluss des Ministers oder der Agentur*

**Art. 51** - Die Agentur untersucht den Antrag und kann den Antragsteller nach allen zusätzlichen Auskünften fragen, die sie für nützlich hält.

Die Agentur verweigert jeden Antrag, der die Gewährungsbedingungen offensichtlich nicht einhält. In den sonstigen Fällen untersucht die Agentur den Antrag.

**Art. 52** - Nach der Untersuchung unterbreitet die Agentur dem Minister einen Beschlussvorschlag. Dieser lehnt den Antrag durch begründeten Beschluss ab oder nimmt ihn an. Wenn er sie annimmt, verabschiedet er einen Bezuschussungserlass, in dem der gewährte Höchstbetrag sowie die Gewährungsbedingungen des Zuschusses festgelegt werden.

Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung des Beschlusses des Ministers und teilt ihn dem Antragsteller mit.

**Art. 53** - In Abweichung von dem vorigen Artikel nimmt der Generalverwalter der Agentur, im Falle eines Antrags auf *Coaching* Schecks, Zuschüsse für einen Einsatz "Außenmärkte-Expertwissen" oder auf Zuschüsse für Sprachkurse den Antrag durch begründeten Beschluss an oder lehnt ihn ab. In dem Beschluss zur Annahme werden die gewährten Beträge und ggf. die Anzahl der bewilligten Schecks, sowie die Gewährungsbedingungen des Zuschusses festgelegt.

Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung dieses Beschlusses und teilt ihn dem Antragsteller mit.

*Abschnitt 3 — Zahlung des Zuschusses*

**Art. 54** - Der vorliegende Abschnitt findet Anwendung auf alle durch den vorliegenden Erlass betroffenen Zuschüsse, mit Ausnahme der im Rahmen des Programms für "*Coaching* Schecks" beantragten Zuschüsse.

**Art. 55** - Das internationale Projekt, für welches eine Bezuschussung beantragt wurde, wird innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Annahme oder Ablehnung des Bezuschussungsantrags mitgeteilt hat, in die Wege geleitet. Es ist außerdem zwei Jahre nach diesem Datum völlig fertig.

Der Antragsteller verfügt über eine Frist von höchstens zwei Jahren und drei Monaten ab diesem Datum, um der Agentur seinen vollständigen Antrag auf eine Zahlung zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist wird der Antrag abgelehnt.

**Art. 56** - Im Falle eines Zuschusses, der für einen Einsatz "Außenmärkte-Expertenwissen" oder für Sprachkursen beantragt wird, wird die in Artikel 55 Absatz 1 erwähnte Frist durch die folgende Frist ersetzt: Die betroffene Mission oder Ausbildung ist sechs Monate nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Generalverwalters zur Annahme des Bezuschussungsantrags mitgeteilt hat, völlig fertig.

Im Falle eines Zuschusses, der für einen Einsatz "Außenmärkte-Expertenwissen" oder für Sprachkursen beantragt wird, wird die in Artikel 55 Absatz 2 erwähnte Frist durch die folgende Frist ersetzt: Der Antragsteller verfügt über eine Frist von höchstens acht Monaten nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Generalverwalters zur Annahme des Bezuschussungsantrags mitgeteilt hat, um der Agentur seinen vollständigen Zahlungsantrag zu übermitteln. Nach Ablauf dieser Frist wird der Antrag abgelehnt.

**Art. 57** - Der Zahlungsantrag besteht aus einer Forderungsanmeldung, die gemäß dem auf der Website der Agentur bereitgestellten Muster erstellt wird, und aus allen ggf. verlangten Belegstücken.

Die Agentur veröffentlicht auf ihrer Website die Liste der für jede Art Zuschuss erforderlichen Belegstücke.

Durch Anwendung des Vertrauensprinzips als Mittel zur administrativen Vereinfachung und für die von ihr bestimmten Kategorien von durch den vorliegenden Erlass betroffenen Zuschüssen kann die Agentur zunächst von dem Antragsteller lediglich die Abgabe einer Ehrenworterklärung und eines Handelsberichts des bezuschussten internationalen Projekts verlangen, und sich der Möglichkeit behalten, später eine Kontrolle vorzunehmen, und dann die Vorlage von Belegstücken verlangen. Die Agentur gibt auf ihrer Website die Kategorien von Zuschüssen an, für welche das Vertrauensprinzip angewandt wird.

**Art. 58** - Die Agentur kann dem Antragsteller einen Vorschuss von fünfzig Prozent auf den folgenden Zuschüssen bewilligen :

- 1° Zuschüsse für die Teilnahme an einer Messe oder Ausstellung im Ausland im Sinne von Abschnitt 3 von Kapitel III;
- 2° Zuschüsse für eine Durchführbarkeitsvorstudie im Sinne von Abschnitt 4 des Kapitels III;
- 3° Zuschüsse für ein Handelsvertretungsbüro im Sinne von Abschnitt 5 von Kapitel III;

Dieser Vorschuss kann nur dem Antragsteller gewährt werden, dessen Antrag durch einen Beschluss des Ministers angenommen wurde. Der Antragsteller beantragt außerdem diesen Vorschuss, indem er die Forderungsanmeldung, dessen Muster auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellt wird, benutzt, und die erforderlichen Belegstücke, deren Liste auf derselben Site veröffentlicht sind, beifügt. Die Agentur kann in dieser Hinsicht das Vertrauensprinzip anwenden und erwähnt es ggf. auf ihrer Website.

Die Gewährung eines Vorschusses durch die Agentur läßt kein Recht auf einen Zuschuss zugunsten des Antragstellers entstehen.

Der Antragsteller, der einen Vorschuss bezogen hat, reicht seinen Antrag auf die Zahlung des Saldos des Zuschusses innerhalb der in Artikel 55 Absatz 2 genannten Frist ein. Er erstattet der Agentur unverzüglich den ganzen erhaltenen Vorschuss oder einen Teil davon zurück, wenn innerhalb der vorgenannten Frist und je nach Fall, die Teilnahme an einer Messe oder einer Ausstellung im Ausland annulliert wird, wenn die Durchführbarkeitsstudie nicht erstellt wird oder wenn das Handelsvertretungsbüro während eines Zeitraums von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten nicht betrieben wird.

**Art. 59** - Wenn der Antragsteller einen unvollständigen Zahlungsantrag eingereicht hat, informiert ihn die Agentur über die fehlenden Unterlagen.

Dieses unterbricht die je nach Fall in Artikel 55, Absatz 2 oder in Artikel 56, Absatz 2 genannte Frist nicht.

**Art. 60** - Wenn der Antragsteller der Agentur fällige Beträge schuldet, informiert ihn die Agentur, dass sie den beantragten Zuschuss nicht gewähren wird, solange diese Beträge nicht gezahlt worden sind. Es kann keinen Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und einem in dem vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

Dieses unterbricht die je nach Fall in Artikel 55, Absatz 2 oder in Artikel 56, Absatz 2 genannte Frist nicht.

**Art. 61** - Wenn die Agentur feststellt, dass der Antragsteller die Gewährungsbedingungen für den Zuschuss oder den Vorschuss nicht oder nicht mehr erfüllt, so lehnt sie den Zahlungsantrag ab und teilt es dem Antragsteller mit.

Wenn nötig kann die Agentur den Antragsteller auffordern, innerhalb eines Monats jeden zusätzlichen Auskunft zu erteilen, den sie als nützlich erachtet, um zu überprüfen, ob der Antragsteller die Gewährungsbedingungen noch erfüllt. Diese Anfrage der Agentur wird dem Antragsteller per Einschreiben zugestellt; die vorgenannte Frist von einem Monat läuft ab dem Tag, der auf die Sendung des besagten Schreibens durch die Agentur folgt.

Diese Anfrage der Agentur unterbricht während eines Monats ab dem Tag, der auf die Sendung des vorerwähnten Schreibens folgt, die je nach Fall in Artikel 55 Absatz 2 oder in Artikel 56, Absatz 2 genannte Frist.

**Art. 62** - Wenn der Antragsteller einen vollständigen Zahlungsantrag eingereicht hat und alle Schuldbeträge an die Agentur beglichen hat, so teilt ihm der Generalverwalter der Agentur dies in einer Endabrechnung mit. Durch diese Endabrechnung entsteht für den Antragsteller gemäß Artikel 4 Absatz 1 das Recht auf den Zuschuss. In der Endabrechnung wird der endgültige Betrag des gewährten Zuschusses angegeben.

#### Abschnitt 4 — Sonderregelung für die Zahlungen

**Art. 63** - Im Falle eines von der Agentur genehmigten Antrags auf *Coaching*-Schecks geht vom Antragsteller kein Auszahlungsantrag aus. Der Anspruch auf den Zuschuss gilt ab dem Datum, an dem der Antragsteller den (die) in Übereinstimmung mit Artikel 4 Absatz 2 von der Agentur ausgestellten *Coaching*-Scheck(s) unterschreibt.

Wenn der Antragsteller seine *Coaching*-Schecks erhalten hat, wählt er seinen *Coach* unter denjenigen aus, die in der auf der Website der Agentur veröffentlichten Liste angeführt sind. Der Antragsteller und der *Coach* schließen miteinander auf der Grundlage des von der Agentur erstellten, dem Antragsteller zusammen mit den Schecks übermittelten Formulars einen Vertrag ab. In diesem Vertrag wird die Anzahl Schecks angegeben, die am Abschluss des Auftrags geschuldet werden. Eine Abschrift des geschlossenen Vertrags wird der Agentur zur Validierung übermittelt; ein nicht validierter Vertrag kann nicht zur Zahlung von Zuschüssen Anlass geben.

Am Abschluss seines Auftrags stellt der *Coach* ihn gemäß dem geschlossenen Vertrag dem Antragsteller in Rechnung. Der Antragsteller füllt die *Coaching*-Schecks aus, unterschreibt sie, und übermittelt sie anschließend dem *Coach* zur Zahlung. Die MwSt. geht zu Lasten des Antragstellers.

Abschließend übermittelt der *Coach* eine Abschrift seiner Rechnung und die vom Antragsteller unterzeichneten Schecks der Agentur, die dem *Coach* den Gegenwert der Schecks zahlt.

#### Abschnitt 5 — Kontrolle

**Art. 64** - Im Laufe des Jahres, das auf die Zahlung des Zuschusses durch die Agentur folgt, kann Letztere den Antragsteller dazu auffordern, ihr innerhalb von einem Monat folgende Unterlagen zu übermitteln:

- 1° die detaillierten Rechnungen betreffend das internationale Projekt, für welches der Zuschuss gezahlt wurde,
- 2° die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen, auf denen die Identität des Auftraggebers deutlich angegeben wird, und
- 3° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

Nachdem die Agentur die vollständigen Belege untersucht hat, richtet sie eine Sendung an den Antragsteller, um ihm mitzuteilen, ob er beweiskräftige Dokumente übermittelt hat oder nicht.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung der Agentur nicht nachgekommen ist, wird ihm durch Sendung eine Mahnung zugeschickt. Dem Antragsteller kann eine zweite Mahnung zugeschickt werden.

**Art. 65** - Hat der Antragsteller den beiden Mahnungen keine Folge gegeben oder sind die Dokumente, die er der Agentur übermittelt hat, nicht beweiskräftig, so hat er den gesamten betroffenen Zuschuss zu erstatten.

Die Agentur übermittelt dem Antragsteller eine Sendung, in der die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, kann die Agentur Klage erheben.

**Art. 66** - Wenn der Antragsteller die Zuschüsse kraft des vorhergehenden Artikels erstattet, kann die Agentur alle anderen diesem Antragsteller gewährten Zuschüsse kontrollieren. In diesem Zusammenhang kann sie bis zu zehn Jahren vor der Zahlung des letzten Zuschusses, der dem Antragsteller gewährt wurde, zurückgehen.

Diese Kontrolle findet wie oben angeführt statt.

#### Abschnitt 6 — Erstattung des gezahlten Zuschusses

**Art. 67** - Der Antragsteller, der einen in vorliegendem Erlass erwähnten Zuschuss oder Vorschuss erhalten hat, muss ihn der Agentur erstatten, wenn der Antragsteller:

- 1° die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses oder des Vorschusses nicht erfüllt,
- 2° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden,
- 3° den Vorschuss nicht gemäß Artikel 58 Absatz 4 zurückgezahlt hat,
- 4° den beiden Mahnungen nicht Folge geleistet hat, oder der Agentur nicht beweiskräftige Dokumente unter Zugrundelegung von Artikel 65 übermittelt hat, oder
- 5° den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat, unter Vorbehalt einer eventuellen Strafverfolgung.

Solange der Antragsteller, der sich in mindestens einer der vorgenannten Situationen befindet, den betroffenen Zuschuss oder Vorschuss nicht erstattet, wird ihm jeder neue Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses untersagt und wird er von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen. Der Verwaltungsrat kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses keinen Zuschuss bei der Agentur beantragen darf.

Jeder Betrag, den der Antragsteller der Agentur zu erstatten hat, wird von Amts wegen um Verzugszinsen erhöht, die ab der Situation, die die Erstattung zur Folge hat, und zum im Gesetz vom 2. August 2002 über die Bekämpfung von Zahlungsverzug im Geschäftsverkehr vorgesehenen Zinssatz berechnet werden.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

**Art. 68** - Folgende Bestimmungen werden außer Kraft gesetzt:

1° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. April 1993 über die internationale wirtschaftliche Partnerschaft;

2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 1993 betreffend ein Sonderprogramm zur Unterstützung des Außenhandels, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998.

**Art. 69** - Der Minister ist berechtigt, die in vorliegendem Erlass festgelegten Beträge, Prozentsätze oder Fristen abzuändern.

**Art. 70** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2016 in Kraft.

**Art. 71** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Oktober 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205351]

**29 OKTOBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation", inzonderheid op artikel 2, 2°;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 27 april 2015;

Gelet op het verslag van 9 oktober 2015, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 57.931/2/V van de Raad van State, gegeven op 2 september 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2015;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de onderneming : elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd;

2° de K.M.O. : elke onderneming die minder dan 250 personen tewerkstelt en waarvan het jaarlijkse zakencijfer niet hoger is dan 50 miljoen euro en waarvan het totaal van de jaarlijkse balans niet hoger is dan 43 miljoen euro. De eventuele berekeningen van die gegevens volgen de modaliteiten bedoeld in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

3° de starter : elke kmo die ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen sedert minder dan vijf jaar op het moment van de indiening van de aanvraag om toelagen, met uitzondering van de kmo's die activiteiten hebben overgenomen die vroeger door een andere onderneming waren uitgeoefend;

4° de micro-onderneming : elke kmo die minder dan 10 personen tewerkstelt en waarvan de jaarlijkse omzet niet hoger is dan 2 miljoen euro. De eventuele berekeningen van die gegevens volgen de modaliteiten bedoeld in bijlage I bij bovenvermelde Verordening (EG) nr. 651/2014;

5° de Minister : de Minister bevoegd voor Buitenlandse Handel;

6° het Agentschap : het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

7° de aanvrager : de onderneming die een aanvraag om toelage gegrond op dit besluit heeft ingediend;

8° de in aanmerking komende kosten : het geheel van de kosten buiten btw die door de aanvrager rechtstreeks blootgesteld worden en die geheel of gedeeltelijk kunnen worden gedekt door een toelage gegrond op dit besluit;

9° Verordening (EU) nr. 1407/2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

10° de trader : elke onderneming die uitsluitend belast is met activiteiten inzake invoer-uitvoer, distributie, commercialisering of verkoop, waarbij die activiteiten telkens slaan op goederen of diensten die voornamelijk buiten het grondgebied van het Waalse Gewest worden geproduceerd of verleend;

11° de commerciële incubator : het bemeubelde en uitgeruste kantoor gelegen in het buitenland dat ter beschikking wordt gesteld van Waalse ondernemingen door derden, waarmee het Agentschap akkoorden heeft gesloten, waarin in een voorkeurstarif voor de Waalse ondernemingen wordt voorzien. De lijst van de commerciële incubatoren wordt op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

**Art. 2.** De in dit besluit bedoelde toelagen zijn elke de-minimissteun in de zin van Verordening (Eu) nr. 1407/2013.



HOOFDSTUK II. — *Aan de toelagen gemene voorwaarden*

**Art. 3.** De in dit besluit bedoelde toelagen zijn voorbehouden voor de ontwikkeling van activiteiten die op internationaal vlak worden uitgeoefend. Ze worden binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleend.

De aanvrager is een in het Waalse Gewest gelegen onderneming en zijn project op internationaal vlak creëert een meerwaarde voor de Waalse economie.

**Art. 4.** Het recht om een in dit besluit bedoelde toelage te ontvangen wordt slechts aan de aanvrager toegekend indien de twee volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de aanvraag voor een toelage wordt door de Minister of, in geval van aanvraag voor een toelage voor een opdracht "expertise van de internationale markten" of voor een taalopleiding, door de administrateur-generaal van het Agentschap goedgekeurd en

2° de administrateur-generaal van het Agentschap heeft een afrekeningsbrief voor de aangevraagde toelage aan de aanvrager gericht.

In afwijking van het vorige lid wordt het recht om een toelage in het kader van het programma "coachingchèques" te ontvangen aan de aanvrager toegekend wanneer hij de van het Agentschap gekregen chèque(s) ondertekent.

**Art. 5.** De aanvrager dient zijn aanvraag om toelage overeenkomstig dit besluit in. Om voor de toelage in aanmerking te komen, kan het project van de aanvrager niet vóór de indiening van de aanvraag uitgevoerd worden. Zodra de indiening plaatsgevonden heeft en indien de aanvrager zijn project onmiddellijk uitvoert en als de aangevraagde toelage hem eindelijk geweigerd wordt, betaalt hij alleen de kosten gebonden aan die uitvoering.

**Art. 6.** De aanvrager mag geen toelagen bedoeld in dit besluit ontvangen indien hij de voorwaarden bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 niet naleeft. Bijgevolg wordt de aangevraagde toelage geweigerd wanneer de aanvrager het plafond bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 of de norm die dit plafond heeft vervangen, wegens de toekenning van die toelage zou overschrijden.

**Art. 7.** De aanvrager heeft zijn voornamelijke bedrijfszetel in het Waalse Gewest. De bedrijfszetel is elke inrichting of activiteitscentrum met een bepaald stabiliteitskarakter. De voornamelijke bedrijfszetel is de zetel die binnen het geheel van de onderneming van de aanvrager, het grootste aantal werknemers tewerkstelt.

**Art. 8.** Bij zijn aanvraag voor een toelage voegt de aanvrager een document waarin zijn project op internationaal vlak wordt omschreven.

Het project op internationaal vlak van de aanvrager, indien het tot een goed einde wordt gebracht, creëert een meerwaarde voor de Waalse economie, met name in termen van werkgelegenheidscreatie - of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest of in termen van innovatie. Het Agentschap beoordeelt het realistische karakter van die meerwaarde voor de Waalse economie, waarbij het indien nodig om het advies van de regionale centra van het Agentschap of van leden van zijn net in het buitenland verzoekt.

Het project op internationaal vlak stemt overeen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels.

**Art. 9.** Er mag geen toelage bedoeld in dit besluit toegekend worden indien de aanvrager van plan is over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele delocalisatie van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

De aanvrager handhaaft zijn activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest tijdens een duur van drie jaar te rekenen van de betaling van de toelage(n) bedoeld in dit besluit.

**Art. 10.** De aanvrager mag :

1° geen trader zijn ;

2° geen houdstermaatschappij zijn;

3° niet vereffend of failliet verklaard zijn.

De aanvrager voldoet aan de wetsbepalingen die zijn activiteit regelen, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen.

**Art. 11.** Er mag geen toelage bedoeld in dit besluit toegekend worden voor :

1° de bezoldiging van prestaties geleverd door de loontrekkenden van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming, noch voor de bezoldiging van producten of diensten die de aanvrager aan zijn klanten verkoopt;

2° de normale en terugkerende werkingsuitgaven van de onderneming;

3° een project op internationaal vlak waarvoor de aanvrager van mening is toelagen te vragen, waarvoor hij toelagen vraagt of heeft ontvangen bij elk ander orgaan, instelling of openbare overheid. In dit opzicht is het voor hem niet van belang of die toelagen de in aanmerking komende kosten geheel of gedeeltelijk dekken.

**Art. 12.** Elke toelage die krachtens dit besluit wordt toegekend, staat vermeld in de jaarrekeningen van de aanvrager.

HOOFDSTUK III. — *Aan de toelagen gemene specifieke voorwaarden**Afdeling 1. — Voorwaarden die eigen zijn aan de adviesverlening*

**Art. 13.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van de in aanmerking komende kosten gebonden aan adviesdiensten nodig voor het lanceren van een nieuw product of van een op een nieuwe markt bestaand product.

Bovendien mogen die toelagen noch het plafond van 750 euro per dag en per onderneming, noch het plafond van 25.000 euro over drie jaar per onderneming overschrijden. Dit tweede plafond wordt op 37.500 euro over drie jaar per onderneming gebracht wanneer de aanvrager een starter is.

**Art. 14.** De in aanmerking komende kosten zijn alleen het ereloon van de externe consultant(en) die de aanvrager kiest onder de door het Agentschap erkende deskundigen die het aan de aanvrager voorstelt.

De totale kosten van de adviesverlening is kleiner dan de som van de eigen fondsen en van de schulden van meer dan één jaar van de aanvrager.

Geen toelage bedoeld in deze afdeling wordt toegekend indien de gekozen deskundige(n) in het kader van een door het Agentschap of het Waalse Gewest gesubsidieerde opdracht voor de aanvrager hebben gewerkt. De opdrachten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit door het Agentschap zijn gesubsidieerd, worden voor de toepassing van deze regel in aanmerking genomen.

Het Agentschap kan een afwijking van de regel bedoeld in het vorige lid toekennen indien er voor het project van de aanvrager geen andere erkende beschikbare deskundigen zijn.

In geval van beroep op deskundigen die op het vlak van de adviesverlening in webmarketing erkend zijn, mag de toelage meer dan vijf werkdagen dekken.

**Art. 15.** De door het Agentschap erkende deskundigen stellen diensten op het vlak van de adviesverlening in buitenland, wermarketing en design op internationaal niveau voor. Het Agentschap bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van de deskundigen. Deze voorwaarden worden op zijn website bekendgemaakt. De lijst van de deskundigen erkend volgens de adviesverleningsgebieden en/of de landen wordt ook op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

**Art. 16.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling. Hij is bovendien een K.M.O.

#### *Afdeling 2 — Voorwaarden die eigen zijn aan de communicatie*

**Art. 17.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van de in aanmerking komende kosten gebonden aan diensten voor de productie van flyers, video's of reclame voor klanten gevestigd buiten België.

Bovendien mogen die toelagen het plafond van 10.000 euro over drie jaar per onderneming niet overschrijden. Dit plafond wordt op 15.500 euro over drie jaar per onderneming gebracht wanneer de aanvrager een starter is.

**Art. 18.** De in aanmerking komende kosten zijn de kosten gebonden aan de productie van communicatiedragers voor klanten gevestigd buiten België met uitzondering van de communicatiedragers bestemd voor de Belgische markt.

In dit kader zijn de in aanmerking komende kosten de volgende :

1° de kosten voor de productie van papieren flyers waarin de onderneming van de aanvrager, haar producten of diensten worden voorgesteld of;

2° de kosten voor de productie van video's waarin de onderneming van de aanvrager, haar producten of diensten worden voorgesteld met uitzondering van reclamespots of;

3° de kosten voor de productie van reclame in papieren periodieke beroepstijdschriften die in het buitenland worden uitgegeven en gepubliceerd.

De verzekeringskosten, de uitgaven voor catering, voor de prestaties van mannequins en actoren met inbegrip van make-up, verplaatsingskosten, zendingskosten van de communicatiedragers, alsook de aankoop van USB-sleutels, van informatica- of fotografisch materiaal zijn geen in aanmerking komende kosten.

**Art. 19.** De aanvrager kiest vrij de dienstverleners die diensten leveren voor de productie van flyers, video's of reclame. Die dienstverleners zijn vaklui die geen deel uitmaken van de onderneming van de aanvrager.

**Art. 20.** De op de communicatiedrager voorgestelde producten of diensten worden in het Waalse Gewest vervaardigd of ontwikkeld.

**Art. 21.** De verenigingen voor het vreemdelingenverkeer, de toerismehuizen of de VVV-kantoren mogen geen toelage bedoeld in deze afdeling vragen.

Daarentegen mag de aanvrager die een onderneming actief op de private toeristische sector is, een in deze afdeling bedoelde aanvraag vragen.

Hij voegt bij zijn aanvraag het/de gunstige advies/adviezen van, volgens het geval, "Wallonie-Bruxelles Tourisme" van het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het Waalse Gewest of van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Het Agentschap kan de toekenningsmodaliteiten van de in deze afdeling bedoelde toelagen aan een dergelijke aanvrager nader bepalen. Deze nadere gegevens worden dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

In dit geval en indien de toelage betrekking heeft op de productie van flyers, komen de kosten gebonden aan de voor België bestemde flyers niet in aanmerking.

**Art. 22.** In afwijking van artikel 7 kan de in deze afdeling bedoelde toelage, indien de aanvrager zijn voornamelijke bedrijfszetel niet in het Waalse Gewest heeft, verminderd worden naar rata van de omzet van de Waalse bedrijfszetel in verhouding tot de omzet van het geheel van de activiteiten van de aanvrager.

**Art. 23.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling aanvraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling.

#### *Afdeling 3 — Voorwaarden eigen aan de deelname aan beurzen en salons in het buitenland*

**Art. 24.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van bepaalde kosten gebonden aan de deelname aan beurzen en salons in het buitenland. Het gaat om internationale erkende evenementen met een beroepskarakter.

De deelnamen aan evenementen of collectieve standen georganiseerd door het Agentschap of door een operator die een openbare tegemoetkoming voor dezelfde manifestatie geniet, komen niet in aanmerking voor die toelagen.

Bovendien mogen die toelagen bedoeld in deze afdeling het plafond van 50000 euro over drie jaar per onderneming niet overschrijden. Dit plafond wordt op 75.000 euro over drie jaar per onderneming gebracht wanneer de aanvrager een starter is.

Bovendien mogen die toelagen niet alleen voor het huren van een al dan niet ingerichte standoppervlakte van 6 m<sup>2</sup> tot 50 m<sup>2</sup> gefactureerd door de organisator van het gekozen evenement toegekend worden.

**Art. 25.** Naast de in vorig artikel bedoelde grenzen worden de in deze afdeling bedoelde toelagen beperkt op maximum 200 euro per gehuurde m<sup>2</sup> en per onderneming.

De in aanmerking komende kosten zijn de werkelijke kosten overeenstemmend met de kosten voor het aantal gehuurde m<sup>2</sup>, de installatie en het beheer van een stand tijdens de deelname van een onderneming aan een beurs, salon of tentoonstelling in het buitenland.

**Art. 26.** De in het vorige artikel bedoelde grens van 200 euro per m<sup>2</sup> is niet toepasselijk wanneer de aanvrager een kmo is die voor de eerste keer aan een beurs of salon in het buitenland deelneemt. Een betalende deelname aan een evenement waaraan de K.M.O. reeds deelgenomen heeft maar voor een editie die in een andere stad, een andere regio of een ander land plaatsvindt, wordt met een eerste deelname gelijkgesteld.

In dit geval omvatten de in aanmerking komende kosten :

1° de kosten voor het huren van de stand;

2° de heen- en terugreiskosten en de verblijfskosten ter plaatse van een afgevaardigde van de aanvrager die vanuit België voor het gekozen evenement wordt gezonden.

Het Agentschap bepaalt het forfaitair bedrag toepasselijk op de terugbetaling van die kosten naar gelang van de geografische zones die het bepaalt. Dit of deze forfaitaire bedrag(en) worden dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt;

3° de kosten voor de inrichting van de stand naar rata van de door de aanvrager gehuurde oppervlakte;

4° het recht op inschrijving voor het gekozen evenement;

5° de zendingkosten van materiaal, waarbij de zending door een derde die geen deel uitmaakt van de onderneming van de aanvrager wordt uitgevoerd;

6° de buitengewone degustatiekosten gefactureerd door de organisator van het evenement;

7° de kosten voor hostessen en tolken.

De congressen in het buitenland met betalende inschrijving en toespraak voor de actieve bevordering van producten of diensten van de K.M.O. worden voor deze afdeling gelijkgesteld met beurzen of beroepsalons in het buitenland.

**Art. 27.** De evenementen gedekt door de in deze afdeling bedoelde toelagen worden vrij door de aanvrager gekozen. De in deze afdeling bedoelde toelagen worden evenwel alleen toegekend voor tentoonstellingen die individueel namens de aanvrager worden georganiseerd en die de zending vanuit België van vertegenwoordigers van de aanvrager naar die salons of beurzen impliceren en die de actieve bevordering van de producten of diensten van de aanvrager mogelijk maken. Bijgevolg mag de aanvrager die namens zijn agent, zijn invoerder of zijn moederonderneming of buitenlandse dochterondernemingen aan beurzen deelneemt, niet in aanmerking komen voor een in deze afdeling bedoelde toelage.

Indien de aanvrager niet erin slaagt een individuele stand te krijgen of als hij een stand met andere deelnemers wil delen, kan hij een aanvraag om toelage indienen op voorwaarde dat hij met die aanvraag elke informatie verstrekt over het huren van de stand bij de organisator alsook over de nieuwe facturatie en zijn tenlasteneming van zijn bijdrage in de kosten.

**Art. 28.** In afwijking van artikel 7 kan de in deze afdeling bedoelde toelage, indien de aanvrager zijn voornamelijk bedrijfszetel niet in het Waalse Gewest heeft, verminderd worden naar rata van de omzet van de Waalse bedrijfszetel in verhouding tot de omzetter van het geheel van de activiteiten van de aanvrager.

**Art. 29.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling.

De verenigingen voor het vreemdelingenverkeer, de toerismehuizen of de VVV-kantoren mogen geen toelage bedoeld in deze afdeling vragen. Daarentegen mag de aanvrager die een onderneming actief op de private toeristische sector is, een in deze afdeling bedoelde toelage vragen.

Bij ontstentenis of annulering van de deelname van de aanvrager aan het evenement wordt geen toelage bedoeld in deze afdeling toegekend.

#### *Afdeling 4. — Voorwaarden die eigen zijn aan de mobiliteit*

**Art. 30.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van de reis- of verblijfkosten gedaan in het kader van prospectiereizen buiten de Europese Unie of in het kader van een uitnodiging in het Waalse Gewest van erkende of potentiële partners gevestigd buiten de Europese Unie. Deze kosten worden geforfaitiseerd.

Het Agentschap bepaalt een forfaitair bedrag voor de reis- en verblijfkosten in elke geografische zone die het bepaalt, waarbij het in voorkomend geval voorziet in een verschillend forfaitair bedrag al naar gelang de reis van de vertegenwoordiger van de aanvrager één of meerdere landen van de zone betreft. Dit (of deze) forfaitaire bedrag(en) wordt(worden) dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

In afwijking van artikel 10 kan de aanvrager een trader zijn. In dit geval en in afwijking van het eerste lid wordt het percentage dat van toepassing is op de geforfaitiseerde kosten, op 25 % verminderd.

**Art. 31.** De in deze afdeling bedoelde toelagen kunnen over een periode van zes jaar alleen betrekking hebben op :

1° een maximum van vier prospectiereizen voor elk land buiten de Europese Unie dat door de aanvrager vrij gekozen wordt. Eenzelfde prospectiereis kan meerdere naburige of dichtbij gelegen landen dekken en;

2° een maximum van drie uitnodigingen in het Waalse Gewest van erkende of potentiële buitenlandse partners uit elk land buiten de Europese Unie dat door de aanvrager vrij gekozen wordt.

Voor verschillende landen buiten de Europese Unie mag de aanvrager een in deze afdeling bedoelde toelage vragen. Elk land moet evenwel een nieuwe markt vormen voor de aanvrager, namelijk een markt die minder dan 10 % van zijn globale omzet voor de uitvoer over de twee laatste boekjaren vertegenwoordigt. De eis van de nieuwe markt is niet van toepassing wanneer de aanvrager een starter is.

**Art. 32.** In afwijking van het vorige lid wordt het maximum prospectiereizen over een periode van zes jaar op zes reizen gebracht wanneer de aanvrager de volgende voorwaarden vervult :

1° zijn project op internationaal vlak heeft een hoge technische waarde en betreft de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, zoals de installatie van een productielijn "sleutel op de deur", een infrastructuurproject of een bouwkunde-project;

2° zijn project op internationaal vlak is buitengewoon voor de onderneming van de aanvrager en zal, als het tot een goed einde wordt gebracht, een unieke referentie zijn;

3° zijn project op internationaal vlak zal de werkgelegenheidscreatie in het Waalse Gewest bevorderen.

In dit geval omvatten de in aanmerking komende kosten, naast de geforfaitiseerde reis- en verblijfkosten bedoeld in artikel 30, en in voorkomend geval, in afwijking van artikel 11, het ereloon van de externe of interne deskundigen gekozen door de aanvrager voor de uitvoering van een haalbaarheidsstudie voorafgaandelijk aan een bestelling van een klant gevestigd buiten de Europese Unie alsook aan alle andere behoorlijk gerechtvaardigde kosten gebonden aan het betrokken project op internationaal vlak.

De aanvrager bewijst dat de gekozen deskundige(n) de vereiste vaardigheden heeft(hebben). Het Agentschap kan een plafond voor die kosten bepalen.

De toelage dekt dan vijftig procent van het geheel van de in aanmerking komende kosten zonder 25.000 euro per project te mogen overschrijden.

**Art. 33.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling.

Bij ontstentenis of annulering van de reis of de uitnodiging wordt geen toelage bedoeld in deze afdeling toegekend.

*Afdeling 5. — Voorwaarden die eigen zijn aan het bureau voor handelsvertegenwoordiging*

**Art. 34.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van de in aanmerking komende kosten gebonden aan de opening en de werking van een bureau voor handelsvertegenwoordiging buiten de Europese Unie. Deze kosten worden geforfaitiseerd.

Het Agentschap bepaalt een forfaitair bedrag voor de in aanmerking komende kosten in elke geografische zone die het bepaalt, waarbij het in voorkomend geval een onderscheid maakt al naar gelang het bureau individueel, gemeenschappelijk of in een commerciële incubator is. Dit (of deze) forfaitaire bedrag(en) wordt(worden) dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt;

De krachtens deze afdeling toegekende toelagen mogen niet meer dan twee vertegenwoordigingsbureaus per onderneming tijdens de periode van drie jaar betreffen, ongeacht de door de aanvrager gekozen formule.

**Art. 35.** Ongeacht de door de aanvrager gekozen formule mag geen activiteit inzake rechtstreekse commercialisatie door de aanvrager vanaf het bureau voor handelsvertegenwoordiging uitgeoefend worden.

Bijgevolg mag het bureau voor handelsvertegenwoordiging geen eenheid voor de opslag of de productie van goederen of levering van diensten, behalve de handelsvertegenwoordiging, noch een verkooppunt zijn.

**Art. 36.** De in aanmerking komende kosten die in het forfaitair bedrag worden vermeld, zijn :

1° de opdracht- en prospectiekosten en de reis- en verblijfkosten gebonden aan de opening van het bureau voor handelsvertegenwoordiging in het(de) betrokken land(en);

2° de kosten gebonden aan de werking van het bureau, met inbegrip van de verzekeringskosten, de kosten voor het verhuur van uitrusting;

3° in afwijking van artikel 11, de personeelskosten gebonden aan de opening of de werking van het bureau;

4° de opdrachtkosten binnen de door het bureau gedekte zone, met inbegrip van de eventuele deelnamen aan beurzen of beroepsalons.

Het Agentschap publiceert de gedetailleerde lijst van die kosten op zijn website.

De voor de aankoop van roerende of onroerende goederen gestorte bedragen zijn geen in aanmerking komende kosten.

**Art. 37.** De aanvrager kiest vrij het land, buiten de Europese unie, waarin hij een bureau voor handelsvertegenwoordiging wenst te openen.

Dit bureau wordt minstens tijdens twaalf opeenvolgende maanden door de aanvrager bewoond en geëxploiteerd. In geval van een langere bewoning en exploitatie zijn de kosten m.b.t. de periode hoger dan de bovenvermelde duur van twaalf maanden ten laste van de aanvrager en zijn ze geen in aanmerking komende kosten.

**Art. 38.** De aanvrager exploiteert een bureau voor handelsvertegenwoordiging individueel en in zijn eigen naam. Dit bureau staat onder zijn rechtstreeks toezicht en stelt minstens één persoon voltijds tewerk, die belast is met de handelsprospectie en het zoeken naar handelscontacten namens de aanvrager.

In afwijking van het vorige lid komt de gemeenschappelijke exploitatie van een bureau voor handelsvertegenwoordiging in aanmerking voor een in deze afdeling bedoelde toelage indien ze minstens drie kmo's verenigt, die elk hun voornamelijk bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben en die afzonderlijke producten en/of diensten voorstellen. De bovenvermelde bedrijfszetels worden op afzonderlijke plaatsen gevestigd. Bovendien zijn de betrokken K.M.O.'s financieel onafhankelijk van elkaar. Indien die voorwaarden worden vervuld, worden de in aanmerking komende kosten bepaald naar rata van de tussenkomst van de aanvrager in de kosten van het geheel van de ondernemingen die het gemeenschappelijke bureau exploiteren.

**Art. 39.** In afwijking van artikel 37, tweede lid, kan de aanvrager een bureau voor handelsvertegenwoordiging voor een duur van drie tot twaalf maanden binnen een commerciële incubator vestigen.

In dit geval bepaalt het Agentschap het bedrag van de toelage die kan worden ontvangen. Het publiceert dit bedrag op zijn website.

**Art. 40.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling.

*Afdeling 6. — Voorwaarden die eigen zijn aan het programma "coachingchèques"*

**Art. 41.** De in deze afdeling bedoelde toelagen zijn "coachingchèques" die het ereloon van een coach inzake internationaal partnerschap dekken.

Een coachingchèque heeft een waarde van 1.000 euro en stemt overeen met één dag coaching. De coachingchèque is tijdens één jaar geldig.

Een onderneming mag niet meer dan vijf coachingchèques per jaar ontvangen.

De aanvrager mag de chèque(s) die hij van het Agentschap voor zijn project op internationaal vlak heeft ontvangen, niet verkopen.

**Art. 42.** De in aanmerking komende kosten zijn het totaal van het ereloon, exclusief btw, van de coach(es) gekozen door de aanvrager onder de door het Agentschap erkende coaches. Het Agentschap bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van de coaches. Deze voorwaarden worden op zijn website bekendgemaakt. De lijst van de erkende coaches wordt ook op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

Bij het gebruik van chèques ontvangen voor een bepaald project op internationaal vlak mag de aanvrager geen beroep doen op meer dan twee verschillende coaches per jaar.

**Art. 43.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II van dit besluit bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling. Hij is bovendien een K.M.O. actief in een innoverende technologische sector.

*Afdeling 7. — Voorwaarden die eigen zijn aan het programma "expertise van de merken op internationaal vlak"*

**Art. 44.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken alle in aanmerking komende kosten van erkende deskundigen op wie een beroep wordt gedaan voor een punctuele tussenkomst gebonden aan een project op internationaal vlak, namelijk de uitwerking van een strategisch internationaal plan of de oplossing van een specifiek internationaal probleem.

Bovendien mogen die toelagen niet hoger zijn dan 750 euro per dag, noch betrekking hebben op een tussenkomst van meer dan drie werkdagen per kalenderjaar en per onderneming, die uitgevoerd wordt tijdens een periode van hoogstens zes maanden te rekenen van de mededeling door het Agentschap van de beslissing van de administrateur-generaal om de toelageaanvraag goed te keuren.

**Art. 45.** De in aanmerking komende kosten zijn alleen het ereloon, exclusief btw, van de deskundigen voor de markten op internationaal vlak die de aanvrager kiest onder de door het Agentschap erkende deskundigen die het aan de aanvrager voorstelt. Het Agentschap bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van de deskundigen voor de markten op internationaal vlak. Deze voorwaarden worden op zijn website bekendgemaakt.

**Art. 46.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II van dit besluit bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling. Hij is bovendien een micro-onderneming.

*Afdeling 8. — Voorwaarden die eigen zijn aan het programma "taalcurssussen"*

**Art. 47.** De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van de in aanmerking komende kosten gebonden aan taalcurssussen met een maximum dat door het Agentschap wordt bepaald.

**Art. 48.** De in aanmerking komende kosten zijn het totaal van de aan de opleider betaalde prijs, exclusief btw.

De opleider(s) wordt(en) bovendien door het Agentschap erkend. Het Agentschap bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van de erkenning van de taalopleiders. Deze voorwaarden worden op zijn website bekendgemaakt.

**Art. 49.** De aanvrager die een toelage bedoeld in deze afdeling vraagt, voldoet aan de in hoofdstuk II van dit besluit bedoelde voorwaarden, alsook aan de voorwaarden van deze afdeling. Hij is bovendien een K.M.O.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag om toelage en storting*

*Afdeling 1. — Indiening van een toelageaanvraag*

**Art. 50.** De aanvrager dient gratis zijn aanvraag(agen) om toelage in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt in dit formulier uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 en dit besluit naleeft. Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de facturen en rekeninguittreksels die als bewijs dienen van de betaling van de sommen waarvoor een toelage wordt aangevraagd, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

Bij zijn aanvraag voegt de aanvrager :

1° de omschrijving van de strategie op internationaal vlak van zijn onderneming;

2° de voorstelling van het project op internationaal vlak waarvoor hij een toelage vraagt, waarbij hij het type toelage nader bepaalt;

3° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen. Het Agentschap publiceert op zijn website een niet-exhaustieve lijst van de nuttige documenten voor elk type toelage.

Het Agentschap bericht ontvangst van de aanvraag.

*Afdelin 2. — Onderzoek van de aanvraag om toelage en beslissing van de Minister of het Agentschap*

**Art. 51.** Het Agentschap onderzoekt de aanvraag en kan de aanvrager erom verzoeken hem elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de toekenningsvoorwaarden niet duidelijk naleeft. In de andere gevallen behandelt het Agentschap de aanvraag.

**Art. 52.** Aan het einde van de behandeling stelt het Agentschap een beslissingsvoorstel aan de Minister voor. De Minister weigert de aanvraag bij met redenen omklede beslissing of keurt ze goed. In geval van goedkeuring neemt hij een toelagebesluit aan, dat het maximaal toegekende bedrag alsook de voorwaarden van toekenning van de toelage bepaalt.

Het Agentschap zorgt voor de opvolging van de beslissing van de Minister en deelt ze aan de aanvrager mede.

**Art. 53.** In afwijking van vorig artikel en in geval van aanvraag om coachingchèques, om toelagen voor een opdracht "expertise van markten op internationaal vlak" of om toelagen voor taalcurssussen wordt de aanvraag door de administrateur-generaal van het Agentschap bij met redenen omklede beslissing goedgekeurd of geweigerd. De beslissing tot goedkeuring bepaalt de toegekende bedragen en in voorkomend geval het aantal toegekende chèques alsook de voorwaarden van de toekenning van de toelage.

Het Agentschap zorgt voor de opvolging van die beslissing en deelt ze aan de aanvrager mede.

*Afdeling 3. — Storting van de toelage*

**Art. 54.** Deze afdeling is van toepassing op alle in dit besluit bedoelde toelagen, met uitzondering van de in het kader van het programma "coachingchèques" aangevraagde toelagen.

**Art. 55.** Het project op internationaal vlak waarvoor een toelage is aangevraagd, begint binnen een termijn van maximum één jaar na de datum waarop het Agentschap de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelage meedeelt. Het wordt bovendien twee jaar na die datum volledig uitgevoerd.

De aanvrager beschikt over een maximale termijn van twee jaar en drie maanden na deze datum om zijn volledige stortingsaanvraag aan het Agentschap te richten. Na die termijn wordt de aanvraag verworpen.

**Art. 56.** In het geval van een toelage aangevraagd voor een opdracht "expertise van markten op internationaal vlak" of voor taalcurssussen wordt de in artikel 55, eerste lid, bedoelde termijn vervangen door volgende termijn : de betrokken opdracht of opleiding wordt volledig voltooid zes maanden na de datum waarop het Agentschap de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag meedeelt.

In het geval van een toelage aangevraagd voor een opdracht expertise van markten op internationaal vlak of voor taalcurssussen wordt de in artikel 55, tweede lid, bedoelde termijn vervangen door volgende termijn : de aanvrager beschikt over een maximale termijn van acht maanden na de datum waarop het Agentschap de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelage-aanvraag meedeelt om zijn volledige stortingsaanvraag aan het Agentschap te richten. Na die termijn wordt de aanvraag verworpen.

**Art. 57.** De stortingsaanvraag bevat een schuldverorderingsverklaring opgemaakt overeenkomstig het model dat op de website van het Agentschap beschikbaar is en alle bewijsstukken die eventueel vereist worden.

Het Agentschap publiceert op zijn website de lijst van de voor elk type toelage aangevraagde bewijsstukken.

Overeenkomstig het vertrouwensbeginsel dat opgevat is als middel om de administratieve vereenvoudiging te verrichten en voor de in dit besluit bedoelde categorieën toelagen die het bepaalt, kan het Agentschap eerst van de aanvrager verlangen dat hij alleen een verklaring op erewoord en een handelsrapport van het gesubsidieerde project

op internationaal vlak indient, waarbij het zich de mogelijkheid voorbehoudt om in tweede instantie tot een controle over te gaan en dan het overleggen van bewijsstukken te eisen. Het Agentschap bepaalt op zijn website de categorieën toelagen waarvoor het vertrouwensbeginsel wordt toegepast.

**Art. 58.** Het Agentschap kan aan de aanvrager een voorschot van vijftig procent op de volgende toelagen toekennen :

1° toelagen voor de deelname aan een beurs of salon in het buitenland, bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk III;

2° toelagen voor een pre-haikbaarheidsstudie bedoeld in afdeling 4 van Hoofdstuk III;

3° toelagen voor een bureau voor handelsvertegenwoordiging bedoeld in Afdeling 5 van hoofdstuk III.

Dit voorschot kan alleen aan de aanvrager van wie de aanvraag bij beslissing van de Minister is goedgekeurd, toegekend worden. De aanvrager verzoekt bovendien om dit voorschot door een beroep te doen op de schuldvorderingsverklaring waarvan het model op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld en door de vereiste bewijsstukken waarvan de lijst op deze site bekendgemaakt is, te voegen. In dit opzicht kan het Agentschap het vertrouwensbeginsel toepassen; het Agentschap vermeldt het in voorkomend geval op zijn website.

De toekenning van een voorschot door het Agentschap heeft geen recht op toelage voor de aanvrager als gevolg.

De aanvrager die een voorschot heeft ontvangen, dient zijn aanvraag om storting van het saldo van de toelage binnen de in artikel 55, tweede lid, bedoelde termijn in. Hij betaalt het geheel of een gedeelte van het voorschot onverwijld aan het Agentschap terug, indien, binnen voormelde termijn en volgens het geval, de deelname aan een beurs of salon in het buitenland vernietigd wordt, indien de haalbaarheidsstudie niet verricht wordt of indien het bureau voor handelsvertegenwoordiging niet geëxploiteerd wordt binnen een termijn van twaalf opeenvolgende maanden.

**Art. 59.** Wanneer de aanvrager een onvolledige stortingsaanvraag heeft ingediend, informeert het Agentschap hem over de ontbrekende documenten.

Dit schorst de termijn bedoeld in artikel 55, tweede lid, of in artikel 56, tweede lid, volgens het geval, niet.

**Art. 60.** Wanneer de aanvrager schuldenaar is van eisbare bedragen ten opzichte van het Agentschap, informeert bedoeld Agentschap hem dat het de aangevraagde toelage niet zal toekennen zolang die bedragen niet betaald zullen worden. Er mag geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde toelage.

Dit schorst de termijn bedoeld in artikel 55, tweede lid, of in artikel 56, tweede lid, volgens het geval, niet.

**Art. 61.** Wanneer het Agentschap vaststelt dat de aanvrager de toekenningsvoorwaarden van de toelage of van het voorschot niet of niet meer vervult, weigert het de stortingsaanvraag en informeert het de aanvrager daarvan.

Indien nodig kan het Agentschap de aanvrager erom verzoeken om hem binnen één maand elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken om na te leven of de aanvrager nog altijd de toekenningsvoorwaarden vervult. Die aanvraag van het Agentschap wordt bij aangetekend schrijven aan de aanvrager gericht; de bovenvermelde termijn van één maand begint te lopen vanaf de dag na de zending van dit schrijven door het Agentschap.

Deze aanvraag van het Agentschap schorst tijdens één maand vanaf de dag na de zending van bovenvermeld schrijven, de termijn bedoeld in artikel 55, tweede lid, of in artikel 56, tweede lid, volgens het geval.

**Art. 62.** Wanneer de aanvrager een volledige stortingsaanvraag heeft ingediend en de verschuldigde bedragen ten opzichte van het Agentschap heeft betaald, geeft de administrateur-generaal van het Agentschap het hem in een afrekeningsbrief aan. Die brief geeft aanleiding tot het recht op de toelage in hoofde van de aanvrager overeenkomstig artikel 4, eerste lid. De afrekeningsbrief bepaalt het definitieve bedrag van de toegekende toelage.

#### *Afdeling 4. — Bijzondere stortingsregeling*

**Art. 63.** In geval van door het Agentschap goedgekeurde aanvraag om coachingschèques, wordt geen stortingsaanvraag door de aanvrager gericht. Overeenkomstig artikel 4, tweede lid, wordt het recht op de toelage verkregen op de datum van ondertekening, door de aanvrager, van de door het Agentschap verleende coachingchèque(s).

Wanneer de aanvrager zijn coachingchèques heeft ontvangen, kiest hij zijn coach onder de lijst die op de website van het Agentschap wordt bekendgemaakt. De aanvrager en de coach sluiten samen een contract op basis van het formulier dat het Agentschap opmaakt en aan de aanvrager met de chèques overmaakt. Het contract bepaalt het aantal chèques dat aan het einde van de prestatie verschuldigd zal worden. Een afschrift van het gesloten contract wordt aan het Agentschap ter bekrachtiging overgemaakt; een niet-bekrachtigd contract mag geen aanleiding geven tot de betaling van de toelagen.

Aan het einde van zijn prestatie factureert de coach deze prestatie aan de aanvrager overeenkomstig het gesloten contract. De aanvrager vult de coachingchèques in en ondertekent ze en overhandigt ze bij wijze van betaling aan de coach. De btw is ten laste van de aanvrager.

Tot slot richt de coach een afschrift van zijn factuur en de door de aanvrager ondertekende coachingchèques aan het Agentschap dat de tegenwaarde van die chèques aan de coach stort.

#### *Afdeling 5. — Controle*

**Art. 64.** Tijdens het jaar volgend op de storting van de toelage door het Agentschap kan het de aanvrager erom verzoeken om de volgende stukken binnen één maand te verstrekken :

1° de gedetailleerde facturen betreffende het project op internationaal vlak waarvoor de toelage is gestort;

2° de rekeningsuittreksels of aftrekken van de kredietkaarten waarin de identiteit van de opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

3° elk ander document aangevraagd door het Agentschap.

Na onderzoek van de volledige bewijsstukken richt het Agentschap een zending aan de aanvrager om hem mede te delen of hij al dan niet bewijskrachtige documenten heeft verstrekt.

Indien de aanvrager het verzoek van het Agentschap niet beantwoord heeft, wordt hem een rappelbrief per zending gericht. Een tweede rappelbrief kan aan de aanvrager gericht worden.

**Art. 65.** Indien de aanvrager geen gevolg aan beide rappelbrieven heeft gegeven of als de documenten die hij aan het Agentschap heeft overgemaakt, niet bewijskrachtig zijn, betaalt hij het totaalbedrag van de betrokken toelage terug.

Het Agentschap richt een zending met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling kan het Agentschap een rechtsvordering instellen.

**Art. 66.** Wanneer de aanvrager krachtens het vorige lid de toelagen terugbetaalt, kan het Agentschap elke andere toelage die aan de aanvrager is toegekend, controleren. In dit opzicht kan het Agentschap tot 10 jaar voor de storting van de laatste toelage toegekend aan de aanvrager teruggaan.

Die controle wordt zoals hierboven vermeld uitgevoerd.

*Afdeling 6. — Terugbetaling van de gestorte toelage*

**Art. 67.** De aanvrager die een toelage of een voorschot bedoeld in dit besluit heeft ontvangen, moet ze aan het Agentschap terugbetalen indien de aanvrager :

1° aan de toekenningsvoorwaarden van de toelagen of het voorschot niet voldoet;

2° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;

3° het voorschot zoals bepaald in artikel 58, vierde lid, niet heeft terugbetaald;

4° geen gevolg heeft gegeven aan beide rappelbrieven of niet-bewijskrachtige documenten aan het Agentschap heeft overgemaakt, zoals bedoeld in artikel 65 of;

5° de toelage heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe toelage bedoeld in dit besluit ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken toelage of voorschot niet terugbetaalt. Bovendien kan de raad van bestuur beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken toelage of voorschot aan het Agentschap geen toelagen zal kunnen aanvragen.

Elke som die door de aanvrager aan het Agentschap terugbetaald moet worden, wordt met ingang van de toestand die aanleiding geeft tot de terugbetaling, van ambtswege met nalatighedsintresten verhoogd, die berekend worden tegen het percentage bedoeld in de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties.

*HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen*

**Art. 68.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 april 1993 betreffende het internationale economische partnerschap;

2° het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 1993 betreffende een bijzonder steunprogramma voor de buitenlandse handel, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998.

**Art. 69.** De Minister kan elk bedrag, percentage of termijn bepaald bij dit besluit wijzigen.

**Art. 70.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016.

**Art. 71.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31763]

**7 MAI 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement d'un périmètre de préemption « Petite Senne » sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 1 et 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre VII et du titre X du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire relative au droit de préemption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Considérant que le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire permet de créer un droit de préemption au profit de divers pouvoirs publics, organismes d'intérêt public et sociétés dépendants de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le périmètre soumis au droit de préemption peut être établi d'initiative ou à la demande d'un des pouvoirs préemptant visés à l'article 262 du CoBAT ;

Considérant que conformément aux articles 259, 1°, 2°, 3° 4° et 5° du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, le droit de préemption est exercé dans l'intérêt général, en vue de :

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31763]

**7 MEI 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de vaststelling van een perimeteer van voorkoop 'Kleine Zenne' op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 1 en 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), zoals gewijzigd door de ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titel VII en titel X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening betreffende het voorkooprecht;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 2003 houdende het voorkooprecht;

Overwegende dat het krachtens het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening mogelijk is om een voorkooprecht tot stand te brengen ten gunste van verschillende overheden, instellingen van openbaar nut en vennootschappen die van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afhangen;

Overwegende dat de aan het voorkooprecht onderhevige perimeteer bepaald kan worden uit eigen beweging of op aanvraag van een van de voorkooprechtgebende overheden bedoeld in artikel 262 van het BWRO;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 259, 1°, 2°, 3° 4° en 5° van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening het voorkooprecht uitgeoefend wordt in het algemeen belang met het oog op :